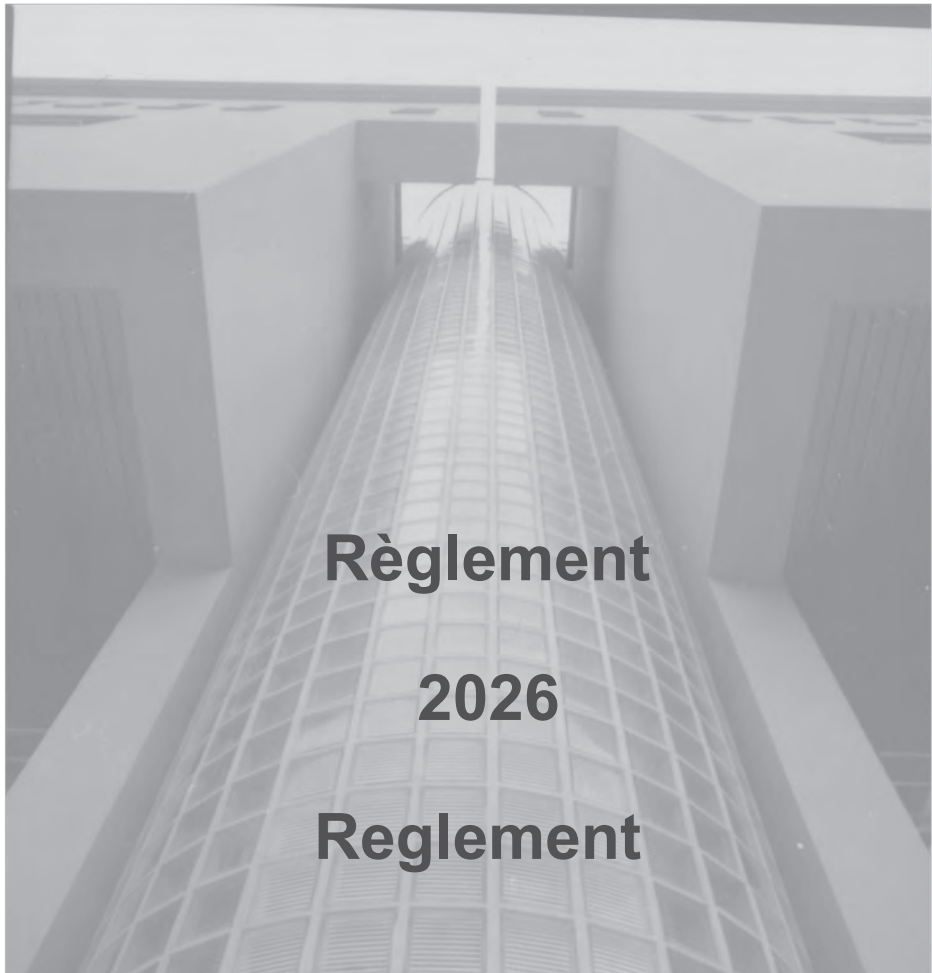




Case postale
Av. du Marché 5
3960 Sierre

Internet
E-mail
Téléphone

www.presv.ch
admin@presv.ch
+41 (0) 27 452 35 50



Règlement

2026

Reglement

TABLE DES MATIERES

I.	Buts	4
1.1.	Buts.....	4
1.2.	Droits et obligations	4
1.3.	Rapport avec la LPP et la LFLP.....	4
1.4.	Conventions d'adhésion.....	5
II.	Conditions d'admission / affiliation	5
2.1.	Affiliation du personnel.....	5
2.2.	Annonce et début de la garantie.....	7
2.3.	Transfert de prestations de libre passage lors de l'entrée dans PRESV	7
2.4.	Rachat de prestations manquantes	8
2.5.	Constitution d'un compte de retraite anticipée	10
III.	Définitions et généralités.....	11
3.1.	Calcul de l'âge.....	11
3.2.	Salaire assuré	11
3.3.	Age-terme et retraite flexible	12
3.4.	Justification et exigibilité des prestations	13
3.5.	Maintien de l'affiliation dès l'âge de 58 ans en cas de licenciement (47a LPP)	15
IV.	Prestations	16
4.1.	Couverture des risques et épargne retraite.....	16
4.2.	Prestations assurées.....	16
4.3.	Prestations de vieillesse	17
4.4.	Prestations en cas de décès	20
4.5.	Prestations en cas d'invalidité.....	25
4.6.	Adaptation à l'évolution des prix	27
4.7.	Compte de retraite anticipée	27
4.8.	Rentes de divorce	28
V.	Financement	29
5.1.	Principes du financement.....	29
5.2.	Paiement des cotisations	29
5.3.	Répartition des charges selon le plan de prévoyance du membre .	30
5.4.	Obligation de payer les cotisations	31
5.5.	Cotisation d'assainissement.....	31
5.6.	Utilisation des autres ressources et des fonds libres.....	33

VI. Relations avec d'autres assurances	33
VII. Sortie anticipée de PRESV	35
7.1. Résiliation prématurée des rapports de travail	35
7.2. Réglementation valable entre membres	35
7.3. Réglementation valable en cas de sortie du champ d'application .	36
7.4. Affectation de la créance de libre passage	36
7.5. Absences / congés	38
7.6. Transfert d'une prestation de libre passage en cas de divorce	38
VIII. Encouragement à la propriété du logement.....	38
8.1. Cession, mise en gage, accès à la propriété du logement	38
IX. Dispositions finales	43
9.1. Prestations non versées	43
9.2. Expert agréé et organe de révision	43
9.3. Responsabilité et obligations de garder le secret	44
9.4. Obligation de renseigner et d'informer	44
9.5. Responsabilité	45
9.6. Différends.....	45
9.7. Service militaire et guerre	46
9.8. Lacunes dans le règlement.....	46
9.9. Modifications du règlement.....	46
9.10. Entrée en vigueur du règlement	46
9.11. Dissolution de PRESV.....	46
Annexe I. Taux d'intérêt	48
1.1. Taux d'intérêt minimal LPP	48
1.2. Taux d'intérêt technique.....	48
Annexe II. Taux de conversion.....	49
2.1. Taux de conversion	49
2.2. Réduction du taux de conversion pour anticipation de la retraite et augmentation pour continuation de la prévoyance au-delà de l'âge-terme	50
2.3. Taux pour la rente avec restitution.....	50
Annexe III. Rachats de prestations manquantes.....	51
Annexe IV. Préfinancement de la retraite anticipée.....	52

Les termes au masculin désignant des personnes s'appliquent aux deux sexes, sauf mention expresse.

Les personnes de même sexe ayant conclu un contrat de partenariat enregistré au sens de la LPart sont considérées comme conjoint au sens de ce règlement.

La conclusion d'un partenariat enregistré équivaut à un mariage, de même que la dissolution judiciaire d'un partenariat enregistré a les mêmes effets qu'un divorce.

I. Buts

1.1. Buts

La Fondation PRESV a pour buts de réaliser la prévoyance de ses membres fondateurs (anciennement) GEHVAL, d'autres corporations publiques ainsi que des institutions des secteurs de la santé, et de satisfaire aux exigences de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité du 25 juin 1982 (appelée ci-après la « LPP »).

Elle a son siège à Sierre et est inscrite dans le Registre de la prévoyance professionnelle. Elle est soumise à la surveillance prévue par la loi.

1.2. Droits et obligations

Les droits et obligations de PRESV et des bénéficiaires des mesures de prévoyance sont fixés par le présent règlement. Ce dernier définit en particulier les droits des personnes assurées et de leurs survivants en cas d'arrivée à l'âge de la retraite, en cas de décès et d'invalidité.

1.3. Rapport avec la LPP et la LFLP

PRESV est une institution de prévoyance qui participe à l'application du régime de l'assurance obligatoire introduit par la LPP. Elle est inscrite au Registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale, en application de l'article 48 LPP. Par cette inscription, elle s'oblige à satisfaire au moins aux exigences minimales de la LPP et de ses ordonnances.

Le plan de prévoyance adopté par PRESV est un plan de primauté de cotisations au sens de l'article 15 LFLP.

1.4. Conventions d'adhésion

PRESV peut assurer le personnel d'institutions du secteur de la santé. A cet effet, une convention d'adhésion est conclue.

La convention d'adhésion se prononce notamment sur les points suivants :

- a) cercle des personnes à assurer;
- b) apport initial;
- c) modalités de résiliation;
- d) sort des rentiers en cas de résiliation;
- e) choix du plan de prévoyance : Basic, Medium ou Principal.

1.4.1. La résiliation de la convention d'adhésion de la part de l'employeur ne peut se faire qu'avec l'accord des employés.

II. Conditions d'admission / affiliation

2.1. Affiliation du personnel

2.1.1. En signant la convention d'adhésion, les membres se sont engagés à annoncer obligatoirement à PRESV tous les collaborateurs et collaboratrices (appelés ci-après « l'assuré » ou « les assurés ») faisant partie de leur personnel actuel et futur, pour autant :

- qu'ils bénéficient d'un salaire AVS présumé de CHF 7'200.— par an au minimum;
- que leur contrat de travail a été conclu pour une durée illimitée ou pour une durée limitée dépassant 3 mois. Si un contrat de travail de trois mois ou moins est prolongé au-delà de trois mois sans qu'il y ait interruption des rapports de travail, le collaborateur est soumis à l'assurance dès le moment où la prolongation a été convenue. Si plusieurs engagements auprès du même membre durent au total plus de trois mois et qu'aucune interruption ne dépasse trois mois, le collaborateur est soumis à l'assurance dès le début du quatrième mois de travail. Lorsqu'il a été convenu, avant le début du travail, que

le collaborateur est engagé pour une durée totale supérieure à trois mois, l'assujettissement commence en même temps que les rapports de travail.

- 2.1.2. Les assurés exerçant une activité lucrative pour le compte de plusieurs employeurs ne seront annoncés que pour la part du salaire versé par le membre. Toutefois, ils peuvent être annoncés pour le montant total de leurs salaires.

L'annonce est facultative pour les salariés qui sont assujettis par ailleurs à l'assurance obligatoire pour une activité exercée à titre principal ou qui exercent une activité lucrative indépendante à titre principal.

- 2.1.3. Après avoir pris connaissance du présent règlement, l'employé, dont le salaire annuel AVS est inférieur à 75% de la rente AVS maximale, a la faculté de délivrer à son employeur une déclaration de renonciation d'affiliation.

- 2.1.4. Les assurés ne jouissant pas de leur pleine capacité de travail seront annoncés par le membre. Ils feront l'objet de conditions particulières tenant compte des dispositions de la LPP. L'assuré qui, lors de son entrée en service, est invalide au sens de l'AI à raison de 70% au moins ne peut pas être assuré.

- 2.1.5. PRESV peut, lors de l'affiliation, émettre des réserves pour raisons de santé en relation avec les risques d'invalidité et de décès. A cet effet, PRESV peut exiger que l'assuré se soumette à un examen médical aux frais de PRESV. Les réserves sont inopérantes pour la part de prestations minimales LPP et qui ont été financées par la prestation d'entrée. La durée de leur validité n'excède pas 5 ans. Une réserve émise par l'ancienne institution de prévoyance peut être maintenue à condition toutefois que le temps de réserve déjà écoulé soit pris en compte. Si l'assuré devient invalide ou décède d'une affection ayant fait l'objet d'une réserve durant la période de validité de celle-ci, les prestations d'invalidité ou de décès de PRESV sont réduites de manière permanente aux prestations minimales LPP.

2.2. Annonce et début de la garantie

2.2.1. L'affiliation intervient à partir du 1^{er} janvier qui suit la date à laquelle le salarié a eu 17 ans.

2.2.2. Les prestations découlant du présent règlement sont garanties :

- à partir du jour où l'employeur d'un assuré adhère à PRESV et devient ainsi membre;
- à partir du jour où l'intéressé commence ou aurait dû commencer son travail en vertu de l'engagement, mais en tout cas à partir du moment où il prend le chemin pour se rendre au travail, c'est-à-dire dès l'instant où il acquiert la qualité d'assuré.

2.3. Transfert de prestations de libre passage lors de l'entrée dans PRESV

2.3.1. Les créances de libre passage provenant de l'institution de prévoyance d'un ancien employeur doivent être versées à PRESV. Elles seront affectées à une augmentation de l'avoir de vieillesse.

Si cette créance de libre passage n'est pas entièrement absorbée, l'assuré peut utiliser le montant restant pour l'établissement d'une police de libre passage ou l'ouverture d'un compte de libre passage.

2.3.2. Le nouvel employé doit transférer sa prestation de libre passage à PRESV. Le nouvel employeur l'informe de cette obligation. En outre, toutes les informations sur sa situation personnelle en matière de prévoyance doivent être communiquées, à savoir notamment :

- le montant de la prestation de libre passage qui sera transférée en sa faveur, le montant de son avoir de vieillesse minimal LPP ainsi que, s'il est âgé de plus de 50 ans, le montant de la prestation de libre passage acquise à l'âge de 50 ans;
- s'il est marié, le montant de la prestation de libre passage à laquelle il aurait eu droit lors de son mariage;

- l'éventuel montant qui, ensuite d'un versement anticipé obtenu de l'institution de prévoyance d'un précédent employeur dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement, n'a pas encore été remboursé au jour de la fin des rapports de service, la désignation du logement concerné, ainsi que la date à laquelle le versement anticipé a été obtenu;
- l'éventuel montant mis en gage dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement, la désignation du logement concerné ainsi que le nom du créancier-gagiste;
- les éventuels montants et dates de rachats dans les trois années précédant la date d'entrée chez PRESV.

Le nouvel employeur n'est pas autorisé à accepter que la prestation de libre passage demeure auprès de l'ancienne institution de prévoyance.

2.3.3. Le salarié peut effectuer des versements au titre de rachat lorsque son avoir de vieillesse, calculé selon chiffre 4.3.3. en tenant compte de toutes les prestations de libre passage, est inférieur à celui qui résulterait d'une période de cotisations ayant débuté à l'âge minimum prévu dans le plan, et ce à concurrence de la différence entre ces deux montants.

La déduction fiscale d'un tel rachat est réglée par les dispositions fédérales et cantonales correspondantes. PRESV ne garantit pas la déductibilité des montants qui lui sont versés.

2.4. Rachat de prestations manquantes

2.4.1. Détermination du montant du rachat

Le salarié peut effectuer des versements au titre de rachat de prestations manquantes. Le montant du rachat correspond - compte tenu de la limite fixée par la loi (cf. chiffre 2.4.3.) - aux bonifications antérieures théoriques avec un intérêt d'au maximum 2%, diminuées de l'avoir de vieillesse accumulé.

Un tel rachat peut être décidé par la personne assurée lors de son entrée dans l'institution de prévoyance ou ultérieurement.

Un rachat ne peut être effectué que si tous les versements anticipés dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement ont été remboursés. Demeurent réservés les cas où le remboursement des versements anticipés n'est plus autorisé selon l'article 8.1.3. ainsi que les cas de rachat de prestations par suite de divorce.

2.4.2. Table de calcul du rachat maximum

La table permettant de calculer le rachat maximum est présentée en Annexe III.

2.4.3. Pour l'assuré arrivé de l'étranger et qui n'a jamais été affilié à une institution de prévoyance en Suisse, le montant annuel de l'apport personnel ne doit pas dépasser, pendant les cinq années qui suivent son entrée dans une institution de prévoyance suisse, 20% du salaire assuré au sens de l'article 3.2. Passé ce délai, l'assuré peut racheter les prestations réglementaires complètes conformément à l'article 2.4.1.

2.4.4. Le montant maximum de la somme de rachat est diminué de l'avoir du pilier 3a de la personne assurée qui dépasse la somme, additionnée d'intérêts, des cotisations maximales annuellement déductibles du revenu à partir de 24 ans selon l'art. 7, al. 1, let. a de l'ordonnance du 13 novembre 1985 sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance. Les intérêts sont calculés sur la base du taux d'intérêt minimal LPP en vigueur pour les années correspondantes.

Si une personne assurée dispose d'avoirs de prévoyance auprès de l'institution de prévoyance précédente ou d'avoirs de libre passage qui ne devaient pas être transférés dans une institution de prévoyance en vertu des art. 3 et 4, al. 2bis LFLP, le montant maximal de la somme de rachat est diminué de ce montant.

Pour la personne assurée qui perçoit déjà ou a perçu des prestations de vieillesse et reprend par la suite une activité lucrative ou augmente à nouveau son taux d'activité, le montant maximal de la somme de rachat est diminué du montant des prestations de vieillesse déjà perçues.

2.4.5. Les prestations résultant d'un rachat ne peuvent être versées sous forme de capital avant l'échéance d'un délai de trois ans à compter de la date du rachat. S'il y a eu des rachats dans les trois années qui précèdent une demande de versement en capital, il est recommandé de s'adresser préalablement au fisc pour connaître les conséquences fiscales. Les cas d'achat de prestations par suite de divorce demeurent réservés.

2.5. Constitution d'un compte de retraite anticipée

Chaque assuré actif peut se constituer un compte épargne complémentaire pour financer les réductions en cas de retraite anticipée (compte de retraite anticipée). Le compte de retraite anticipée est alimenté par des achats (apports personnels et excédents de prestations de libre passage) de l'assuré et des éventuelles attributions. Il est productif d'intérêts aux mêmes conditions que l'avoir de vieillesse mentionnée à l'art. 4.3.3.

Les rachats de l'assuré ne peuvent être crédités au compte de retraite anticipée que si l'assuré a acheté les prestations maximales possibles selon l'article 2.4.1.

En cas de retrait dans le cadre d'un divorce ou de l'encouragement à la propriété du logement, le compte de retraite anticipée est utilisé en priorité par rapport à l'avoir de vieillesse de l'assuré. Un éventuel remboursement est affecté en priorité à l'augmentation de l'avoir de vieillesse.

Pour les assurés qui ont atteint l'âge de la retraite anticipée et dont le compte de préfinancement dépasse la tolérance maximale correspondant à 5% du salaire assuré en rente en plus, les avoirs de vieillesse et le compte de retraite anticipée cessent de porter intérêt et l'avoir de vieillesse n'est plus crédité des cotisations mentionnées à l'article 5.3.

2.5.1. Méthode de calcul

L'apport personnel au compte de retraite anticipée est égal au maximum à la différence entre le montant du compte de retraite anticipée théorique et le montant du compte de retraite anticipée constitué au jour de l'achat.

Le compte de retraite anticipée théorique correspond à :

- la différence entre la rente de vieillesse à la retraite ordinaire et la rente de vieillesse anticipée à 58 ans, divisée par le taux de conversion applicable au premier âge de retraite anticipée possible et escomptée avec le taux technique jusqu'à l'âge de l'assuré au jour de l'achat.

Les tableaux de l'Annexe IV. présentent le montant maximal du compte de retraite anticipée et la tolérance en pourcentage du meilleur salaire assuré des dix dernières années. Si après l'âge de 58 ans révolus le compte dépasse la tolérance, il n'y a plus de crédits d'intérêts ni de bonifications épargne sur les avoirs de vieillesse et sur le compte de retraite anticipée.

III. Définitions et généralités

3.1. Calcul de l'âge

L'âge au sens du présent règlement se calcule par différence entre l'année civile en cours et l'année de naissance.

3.2. Salaire assuré

Le salaire assuré est égal au salaire annuel AVS effectif mais au maximum à 200% du plafond LAA. Les indemnités journalières de maternité, maladie, accident et service militaire font partie du salaire assuré PRESV.

En cas de réduction du salaire après l'âge de 58 ans non liée à une retraite partielle, à la demande de l'assuré, la Fondation accepte le maintien du dernier salaire assuré et fixe les modalités du paiement des cotisations correspondantes d'entente avec l'employeur. Le maintien du salaire assuré ne peut pas aller au-delà de l'âge-terme. La réduction doit être de la moitié au plus.

3.3. Age-terme et retraite flexible

3.3.1. L'âge-terme est fixé selon l'âge de référence de l'AVS.

3.3.2. Si en accord avec son employeur un assuré poursuit son activité lucrative au-delà de l'âge-terme, la prévoyance peut être maintenue jusqu'à la fin de l'année des 70 ans. L'assuré est alors traité comme un assuré actif. Sur demande de l'assuré, lui-même et l'employeur paient des cotisations afin que le maintien de la prévoyance conduise à une augmentation des prestations assurées.

3.3.3. Un assuré actif, cessant définitivement toute activité lucrative dès l'âge de 58 ans révolus, est automatiquement mis au bénéfice d'un versement anticipé des prestations de vieillesse qui feront alors l'objet d'une réduction. Si l'assuré continue de travailler ou s'inscrit au chômage, l'article 7.3.1. est réservé.

Il peut également demander d'être mis au bénéfice d'une retraite anticipée partielle si son salaire annuel déterminant diminue de 20% au moins. Le taux de retraite correspond au rapport entre la diminution du salaire annuel et le salaire annuel avant diminution. La retraite partielle peut être prise au maximum en trois étapes.

3.3.4. L'employeur peut adhérer à un système de retraite anticipée dont les dispositions d'application figurent dans le règlement de RETASV (Fondation de retraite anticipée du secteur valaisan de la santé.)

3.3.5. Les bénéficiaires de prestations de RETASV peuvent différer leur rente de retraite jusqu'à l'âge de référence de l'AVS. Les prestations de retraite prises sous forme de capital ne peuvent pas être différées, sauf en cas d'activité résiduelle assurée auprès de PRESV. L'avoir de vieillesse est converti en rente le jour du début du paiement de la rente selon les taux en vigueur à ce moment. Il en va de même en cas de décès pendant le différé pour la détermination de la rente de conjoint survivant éventuelle.

3.4. Justification et exigibilité des prestations

3.4.1. Les prestations sont exigibles après présentation des pièces suivantes :

En cas de décès :

- un acte officiel de décès;
- un rapport médical ou une attestation officielle précisant la cause du décès et les circonstances dans lesquelles il s'est produit;
- un extrait du livret de famille ou un document officiel analogue établissant l'identité des bénéficiaires.

En cas d'invalidité :

- un certificat médical indiquant la date du début de l'incapacité de gain, son degré ainsi que la nature, l'évolution et le pronostic de l'affection qui en est la cause;
- la décision de rente de l'assurance-invalidité fédérale (AI).

3.4.2. Paiement des prestations et restitution

Les prestations sous forme de rentes sont généralement versées mensuellement. Elles sont versées à l'adresse communiquée par le bénéficiaire, auprès d'une banque ou sur un compte postal.

PRESV exige la présentation de tout document attestant le droit à des prestations; si le bénéficiaire ne se soumet pas à cette obligation, PRESV est habilitée à suspendre le paiement des prestations.

En cas de décès ou d'invalidité entraînant l'obligation de verser des prestations, après transfert de la prestation de sortie, celle-ci doit être restituée par l'institution de prévoyance compétente, avec les intérêts crédités depuis l'entrée. A défaut de restitution, les prestations pour survivants ou les prestations d'invalidité seront retenues ou réduites du montant manquant jusqu'à amortissement complet, y compris les intérêts de retard fixés au taux minimum LPP majorés de 1%.

Les prestations touchées indûment doivent être restituées. La restitution peut ne pas être demandée lorsque le bénéficiaire était de bonne foi et serait mis dans une situation difficile. PRESV fixe le montant à restituer qui est notifié par pli recommandé au débiteur. En l'absence de restitution, PRESV peut compenser le droit aux prestations avec le montant de l'indu. PRESV est autorisée à déclarer la compensation entre la créance en restitution et le droit futur aux prestations, y compris les rentes, mois par mois.

PRESV peut exiger de l'invalidé ou des survivants du défunt la cession de leurs droits contre un tiers responsable de l'invalidité ou du décès, jusqu'à concurrence du montant des prestations dues par PRESV, ceci dans la mesure où PRESV n'est pas subrogée aux droits de l'assuré, de ses survivants et des autres bénéficiaires visés à l'article 42 en vertu de la LPP. Elle est en droit de suspendre ses prestations aussi longtemps que cette cession n'est pas intervenue.

Si l'AVS/AI réduit, retire ou refuse une prestation parce que l'invalidité ou le décès de l'assuré a été provoqué par une faute grave de l'ayant droit, ou si l'assuré s'oppose à une mesure de réadaptation de l'AI, le Conseil de Fondation peut décider la réduction des prestations de PRESV, au maximum toutefois dans la mesure décidée par l'AVS/AI.

Le droit aux prestations ne peut être ni cédé, ni mis en gage aussi longtemps que celles-ci ne sont pas exigibles. La mise en gage dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement est toutefois réservée. Le droit aux prestations ne peut être compensé avec des créances cédées à PRESV par l'employeur que si ces créances ont pour objet des cotisations non déduites du salaire.

Les dispositions de l'article 41 LPP concernant la prescription sont applicables.

- 3.4.3. Les prestations découlant du présent règlement sont versées selon chapitre IV., même si les ayants droit ont refusé la succession.

3.4.4. Intérêts moratoires

Des intérêts moratoires sont dus pour toutes créances de prestations à l'échéance d'un délai de 24 mois à compter de la naissance du droit, mais au plus tôt 12 mois à partir du moment où l'assuré a fait valoir ce droit, pour autant qu'il se soit entièrement confirmé à l'obligation de collaborer qui lui incombe. Le montant de l'intérêt moratoire est égal au taux de l'intérêt minimum LPP majoré de 1%.

3.5. Maintien de l'affiliation dès l'âge de 58 ans en cas de licenciement (47a LPP)

- 3.5.1. Si l'employeur met fin à la relation de travail d'un assuré après qu'il a atteint l'âge de 58 ans révolus, l'assuré peut demander le maintien de l'assurance jusqu'à l'âge réglementaire de la retraite (art. 3.3.1.) au plus tard. Le maintien de l'assurance peut être limité à une assurance de risque, selon le choix de l'assuré.
- 3.5.2. A la demande de l'assuré, un salaire inférieur au salaire précédemment assuré peut être assuré. Le salaire assuré ne peut toutefois pas être inférieur au seuil d'entrée mentionné au chiffre 2.1.1.
- 3.5.3. L'assuré doit informer la Fondation par écrit de la poursuite de l'assurance et du salaire à assurer au plus tard 30 jours après la fin de son contrat de travail.
- 3.5.4. L'assuré peut modifier l'étendue de l'assurance et le montant du salaire assuré au plus une fois par année civile.
- 3.5.5. Les cotisations réglementaires, parts employé et employeur, doivent être intégralement payées par l'assuré. L'assuré paie les cotisations directement à la Fondation chaque mois. En cas de sous-couverture de la Fondation, l'assuré peut être tenu de verser la part employé des cotisations d'assainissement selon le chiffre 5.5.
- 3.5.6. L'assuré peut résilier à tout moment l'assurance continue avec effet à la fin du mois suivant. Dès le premier retard de paiement de plus de 60 jours, l'assurance épargne est annulée et seule demeure la couverture des risques. La Fondation ne peut mettre fin à l'assurance continue que s'il y a des cotisations risques impayées. L'assurance prend fin à la survenance

du risque de décès ou d'invalidité ou lorsque l'assuré atteint l'âge de référence réglementaire. Si l'assuré entre dans une nouvelle institution de prévoyance, l'assurance prend fin si plus de deux tiers de la prestation de sortie sont nécessaires au rachat de toutes les prestations réglementaires dans la nouvelle institution.

3.5.7. Si l'assurance continue a duré plus de deux ans, la prestation de retraite ne peut être perçue que sous la forme d'une rente et la prestation de sortie ne peut plus être retirée ou mise en gage pour l'accession à la propriété du logement.

3.5.8. Si un employeur résilie son affiliation à PRESV, les assurés qui maintiennent leur affiliation doivent être transférés avec leur ancien employeur à la nouvelle institution de prévoyance. Sans accord sur ce point, la résiliation n'est pas valable.

IV. Prestations

4.1. Couverture des risques et épargne retraite

4.1.1. Dès le 1^{er} janvier qui suit l'âge de 17 ans, les salariés sont assurés pour le risque décès et invalidité. L'âge de début de constitution d'un avoir de vieillesse et d'un capital décès dépend du plan auquel l'employeur s'est affilié. Voir art. 5.3.

4.2. Prestations assurées

4.2.1. PRESV verse les prestations suivantes :

- en cas d'arrivée à l'âge de la retraite de l'assuré :
 - ◆ une rente viagère de vieillesse et/ou un capital de retraite; et/ou une rente viagère avec garantie de restitution;
 - ◆ une rente d'enfant de pensionné;
- en cas de décès de l'assuré :
 - ◆ une rente de conjoint survivant;
 - ◆ une rente d'orphelin;
 - ◆ un capital au décès;

- en cas d'invalidité partielle ou totale de l'assuré :
 - ◆ une rente d'invalidité;
 - ◆ une rente d'enfant d'invalidité;
 - ◆ la libération du paiement des cotisations.
- pour les conjoints divorcés et les partenaires séparés :
 - ◆ une rente de divorce;
- ainsi qu'une :
 - ◆ prestation de libre passage;
 - ◆ prestation dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement;
 - ◆ prestation dans le cadre d'un divorce.

4.2.2. A l'exception du capital pour la vieillesse défini au chiffre 4.3.5. et du capital au décès défini au chiffre 4.4.5., les prestations sont allouées sous forme de rente. PRESV pourra néanmoins allouer une prestation en capital, en lieu et place de la rente, si celle-ci est inférieure à 10% de la rente AVS minimale dans le cas d'une rente viagère de vieillesse ou d'une rente d'invalidité, à 2% dans le cas d'une rente d'enfant d'invalidité, d'orphelin ou d'enfant de pensionné, ou à 6% dans le cas d'une rente de conjoint survivant.

4.3. Prestations de vieillesse

4.3.1. Un avoir de vieillesse vient à échéance au moment où l'assuré atteint l'âge-terme défini au chiffre 3.3.1.

4.3.2. Cet avoir de vieillesse est constitué par les cotisations épargne versées sur un compte individuel ouvert au nom de l'assuré auprès de PRESV. Cette dernière gère de manière autonome et sous son entière responsabilité les sommes qui lui sont confiées.

4.3.3. L'avoir de vieillesse disponible à l'âge-terme correspond, pour chaque assuré, au cumul d'une cotisation épargne (voir article 5.3.1.) versée pendant toute la durée de l'affiliation au plan principal à PRESV et créditée d'un intérêt, calculé annuellement à terme échu, dont le taux est fixé par le Conseil de Fondation.

Le taux d'intérêt est déterminé par le Conseil de Fondation, d'entente avec l'expert en prévoyance professionnelle, en fonction de la situation financière de la Fondation et dans les limites des exigences minimales selon la LPP.

A la fin de l'exercice, le Conseil de Fondation fixe le taux d'intérêt prospectif applicable pour l'année suivante.

En cas de mesures d'assainissement, le Conseil de Fondation peut décider d'un intérêt allant jusqu'à 0%, au titre de la rémunération des comptes d'épargne, dans la limite des exigences minimales de la LPP.

Le compte-témoin LPP est crédité de l'intérêt minimal obligatoire selon la LPP, quelle que soit la situation de la Fondation. En revanche, tout part d'intérêt supérieure au taux minimal LPP n'est crédité qu'à la part de l'avoir de vieillesse réglementaire relevant de la prévoyance plus étendue et pouvant, le cas échéant, faire l'objet d'une imputation en cas de liquidation partielle en situation de découvert.

- 4.3.4. L'avoir accumulé à l'âge-terme, resp. au moment de la retraite effective, intérêts compris, est transformé sous forme d'une rente viagère de vieillesse immédiate servie aussi longtemps que l'assuré est en vie.

La rente viagère correspondant à l'avoir de vieillesse disponible est déterminée en tenant compte d'un taux de conversion fixé à l'âge-terme et figurant dans l'annexe II - point 2.1.

En échange d'une réduction du taux de conversion, réduction figurant dans l'annexe II – point 2.3., la rente viagère de vieillesse peut être assortie d'une garantie de restitution dégressive du capital sur quinze années. En cas de décès du bénéficiaire dans les 180 premiers mois de versement de la rente, l'avoir accumulé converti est restitué, sans intérêts, diminué de 1/180^e par mois de rente versée. Pour la définition des bénéficiaires, l'article 4.4.6. fait foi.

Pour les rentes de vieillesse nées dès le 01.01.2015, pour autant que le degré de couverture selon l'OPP 2 au 31 décembre de l'année précédente soit supérieur ou égal à 100%, une treizième rente mensuelle est versée en décembre d'un montant d'un douzième de la rente annuelle garantie. Pour un degré de couverture compris entre 95% et 100%, le Conseil de Fondation décide, en fonction de son appréciation de la situation, s'il applique une réduction totale ou seulement partielle de la treizième rente.

- 4.3.5. L'assuré peut exiger le paiement en capital de tout ou partie de son avoir de vieillesse, à condition qu'il fasse connaître sa volonté trois mois à l'avance au moins. La rente de vieillesse est réduite en conséquence. Le paiement par tranches est exclu. Le bénéficiaire d'une rente d'invalidité peut faire le même choix à condition qu'il fasse connaître sa volonté douze mois à l'avance au moins.

Si l'assuré est marié ou en partenariat enregistré, la déclaration devra être signée par le conjoint ou le partenaire enregistré.

L'assuré qui a perçu la prestation en capital n'a plus de droit à faire valoir contre PRESV et renonce ainsi à toute adaptation ultérieure à l'évolution des prix pour la partie versée en capital.

- 4.3.6. Des rentes d'enfants de pensionnés immédiates viennent à échéance si le bénéficiaire d'une rente de vieillesse a des enfants qui auraient droit à une rente d'orphelin selon le présent règlement.

La rente d'enfant de pensionné s'élève pour chaque enfant à 20% de la rente viagère de vieillesse en cours.

- 4.3.7. Les enfants qui donnent droit à des rentes d'enfants de pensionnés sont définis sous chiffre 4.4.8. (rente d'orphelin).
- 4.3.8. Lorsque pendant la procédure de divorce, l'assuré prend entièrement ou partiellement sa retraite, PRESV peut réduire la prestation de sortie et la prestation de vieillesse du conjoint débiteur en respectant les dispositions de l'art. 19g de l'ordonnance sur le libre passage (OLP).

4.3.9. Lors d'un divorce alors que l'assuré reçoit une rente de vieillesse, cette dernière est partagée selon le jugement de divorce. La part obligatoire et l'éventuelle part subobligatoire de la rente de vieillesse sont réduites du montant à partager de manière proportionnelle à ce qu'elles représentent sur la rente totale du conjoint débiteur.

Le droit à une rente d'enfant de pensionné existant au moment de l'introduction de la procédure de divorce reste inchangé.

Le conjoint bénéficiaire a droit à une part de rente viagère au sens de l'art. 124a CC. Les modalités sont décrites à l'art. 4.8.

4.4. Prestations en cas de décès

4.4.1. Une rente viagère de conjoint survivant est due en cas de décès de l'assuré. Elle est égale :

- à 25% du salaire assuré en cas de décès de l'assuré actif ou de l'invalidé avant l'âge-terme; est déterminant le salaire assuré auprès de PRESV pendant les 12 mois précédant le décès;
- à 60% de la rente viagère de vieillesse en cours, en cas de décès de l'assuré après l'âge-terme.
- à 60% de la rente viagère de vieillesse qui aurait été servie à la fin du mois de décès sous déduction de la part de prestation vieillesse versée sous forme de capital pour les bénéficiaires de la retraite anticipée RETASV.

4.4.2. La rente viagère est versée au conjoint survivant de l'assuré décédé si, au décès de celui-ci, le conjoint survivant remplit l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- il a un ou plusieurs enfants à charge;
- il a atteint l'âge de 45 ans révolus et le mariage a duré au moins cinq ans. Les années de concubinat préalable au mariage sont prises en considération dans le calcul du délai de 5 ans.

Le conjoint qui ne remplit ni l'une ni l'autre de ces conditions a droit à une allocation unique égale à trois rentes annuelles.

Le droit à la rente viagère s'éteint en cas de remariage ou de décès de l'ayant droit.

- 4.4.3. Si le conjoint survivant est de plus de 10 ans plus jeune que le défunt, la rente viagère est réduite de 1% de son montant par année ou fraction d'année de différence d'âge excédant 10 ans.

La rente viagère réduite ne pourra en aucun cas être inférieure à la rente découlant de l'application de la LPP.

PRESV est tenue de verser une rente de conjoint préalable, limitée aux prestations minimales selon la LPP, si l'institution de prévoyance débitrice des prestations n'est pas encore déterminée de manière définitive et si l'assuré a été affilié en dernier à PRESV. Si, par la suite, il est établi de manière définitive que PRESV n'est pas tenue de verser les prestations, elle exige, auprès de l'institution débitrice, la restitution des prestations avancées.

- 4.4.4. Le conjoint divorcé est assimilé au conjoint survivant en cas de décès du défunt à condition que son mariage ait duré 10 ans au moins et qu'il ait bénéficié, en vertu du jugement de divorce, d'une rente correspondante selon art. 124e, al. 1 ou 126, al. 1 CC (ou quand il s'agit d'un ex-partenaire enregistré - selon art. 34, al. 2 et 3, de la loi sur le partenariat du 18 juin 2004); aucun droit n'existe au cas où une part de rente selon l'art. 124a CC avait été allouée au conjoint divorcé par le jugement de divorce.

Le montant annuel de la rente de conjoint divorcé est égal à la rente dont il est privé, sous déduction des prestations éventuellement servies par d'autres assurances, en particulier par l'AVS/AI, au maximum toutefois au montant de la rente minimale LPP du conjoint survivant. Les rentes de survivants de l'AVS interviennent dans le calcul uniquement si elles dépassent un droit propre à une rente d'invalidité de l'AI ou à une rente de vieillesse de l'AVS. Le droit du conjoint survivant divorcé à des prestations de survivant existe aussi longtemps que la rente aurait été due en vertu du jugement de divorce.

- 4.4.5. Un capital au décès vient à échéance en cas de décès d'un assuré actif ou invalide survenant avant la mise à la retraite. Le capital décès n'est pas versé à un bénéficiaire des prestations de retraite anticipée RETASV. Le capital-décès est égal à la prestation de libre passage à la fin du mois du décès.
- 4.4.6. Le cercle des bénéficiaires du capital-décès, indépendamment du droit de succession et de toute disposition testamentaire, est défini comme suit :
- a) le conjoint survivant, à défaut,
 - b) les enfants de l'assuré qui ont droit à une rente d'orphelin de PRESV, à parts égales, en l'absence de bénéficiaires au sens de la lettre c), les enfants de l'assuré au sens de la lettre d), mais uniquement à parts égales avec les orphelins, à défaut,
 - c) les personnes physiques à charge du défunt au moment de son décès, à parts égales, pour autant que l'assuré ait justifié par écrit à PRESV le soutien qu'il aura porté de son vivant et que ces personnes présentent des justificatifs jugés convaincants par le Conseil de Fondation au moment de la décision d'octroi du capital décès, à défaut,
 - d) les enfants de l'assuré qui n'ont pas droit à une rente d'orphelin de PRESV, à parts égales, à défaut,
 - e) à concurrence de la moitié du capital au décès, le père et la mère à parts égales, à défaut les frères et sœurs et leurs descendants, à parts égales.

L'assuré communique par écrit à PRESV les bénéficiaires parmi ceux définis aux lettres c) à e) en précisant la part revenant à chacun d'entre eux. En l'absence de communication écrite, les ayants droit sont déterminés dans l'ordre successif selon les lettres a) à e). Sans précision de l'assuré, le capital est réparti à parts égales entre les bénéficiaires d'une même catégorie. L'assuré peut en tout temps révoquer une clause bénéficiaire spéciale. Dans ce cas, l'ordre des bénéficiaires prévu par le Règlement est à nouveau respecté.

En l'absence de bénéficiaires, le capital décès demeure acquis à PRESV.

4.4.7. Les enfants de l'assuré ont droit à une rente d'orphelin.

La rente d'orphelin est égale annuellement pour chaque enfant :

- à 8% du salaire assuré, en cas de décès de l'assuré avant l'âge-terme; est déterminant le salaire assuré auprès de PRESV pendant les 12 mois précédant le décès;
- à 12% du salaire assuré, en cas de décès du père et de la mère avant l'âge-terme; est déterminant le salaire assuré auprès de PRESV pendant les 12 mois précédant le décès;
- à 20% de la rente viagère de vieillesse en cours, en cas de décès de l'assuré après l'âge-terme;
- à 30% de la rente viagère de vieillesse en cours, en cas de décès du père et de la mère après l'âge-terme.

4.4.8. Les enfants qui ont droit à une rente d'orphelin sont :

- les enfants de l'assuré ayant des liens de sang avec lui et les enfants adoptés;
- les enfants recueillis par l'assuré au sens de l'article 49 du Règlement d'exécution de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants;
- les enfants du conjoint de l'assuré lorsque ce dernier subvenait entièrement ou en majeure partie à leur entretien.

4.4.9. Le droit à la rente d'orphelin s'éteint lorsque l'enfant atteint l'âge de 18 ans ou s'il décède.

Pour les enfants considérés en formation selon les directives sur les rentes de l'AVS ou qui sont invalides, le droit à la rente d'enfant s'éteint à la fin des études, de l'apprentissage ou de l'invalidité, mais au plus tard à la fin du mois au cours duquel ils atteignent l'âge de 25 ans.

Lorsqu'un enfant bénéficiaire de rentes décède, le droit à la rente d'enfant cesse à la fin du mois du décès.

PRESV est tenue de verser une rente d'orphelin préalable, limitée aux prestations minimales selon la LPP, si l'institution de prévoyance débitrice des prestations n'est pas encore déterminée de manière définitive et si l'assuré a été affilié en dernier à PRESV. Si, par la suite, il est établi de manière définitive que PRESV n'est pas tenue de verser les prestations, elle exige, auprès de l'institution débitrice, la restitution des prestations avancées.

4.4.10. Notion de concubin

Est considéré comme concubin au sens du présent règlement la personne qui, de sexe opposé ou non, remplit les conditions cumulatives suivantes :

- a) elle n'est pas mariée (avec l'assuré ou une autre personne);
- b) il n'existe pas de lien de parenté au sens de l'article 95 du CC avec l'assuré;
- c) elle forme avec l'assuré une communauté de vie ininterrompue d'au moins 5 ans immédiatement avant le décès ou elle doit subvenir à l'entretien d'un ou de plusieurs enfants communs.

Il incombe à la personne faisant valoir un droit contre PRESV d'apporter la preuve selon laquelle elle remplit ou ne remplit pas les conditions ci-dessus.

Une déclaration d'union sociale, signée par les concubins et légalisée notamment par un notaire ou tout autre personne apte à le faire, ou auprès du guichet de PRESV, doit être remise à PRESV du vivant de l'assuré. L'assuré peut révoquer unilatéralement la déclaration d'union sociale et doit en informer PRESV par lettre recommandée. La révocation prend effet dès réception de celle-ci par PRESV.

4.4.11. Droits des concubins et des partenaires enregistrés

Les concubins selon l'article 4.4.10. et les partenaires enregistrés au sens de la LPart ont les mêmes droits que les conjoints aux prestations en cas de décès.

4.5. Prestations en cas d'invalidité

4.5.1. En cas d'invalidité de l'assuré avant la mise à la retraite, l'assuré est mis au bénéfice des prestations suivantes :

- rente temporaire d'invalidité;
- rente d'enfant d'invalidité;
- libération du paiement des primes.

Le droit à la rente temporaire d'invalidité de PRESV prend naissance le jour de l'ouverture du droit à la rente AI et s'éteint le jour où cesse le droit à la rente AI, au plus tard toutefois au jour de la retraite ordinaire, l'assuré ayant droit, dès cette date, à la rente de vieillesse.

La rente temporaire d'invalidité de PRESV n'est toutefois pas servie aussi longtemps que l'assuré touche son salaire ou les indemnités qui en tiennent lieu, pour autant que ces dernières représentent 80% au moins du salaire, et qu'elles aient été financées par l'employeur à raison de 50% au moins.

4.5.2. L'assuré qui est reconnu invalide par l'AI est également reconnu invalide par PRESV, pour autant qu'il ait été assuré auprès de PRESV lorsqu'a débuté l'incapacité de travail dont la cause est à l'origine de l'invalidité.

PRESV peut, dans les 30 jours suivant la notification de la décision de l'AI, faire opposition contre cette décision.

Le taux d'invalidité reconnu par l'AI est déterminant comme taux d'invalidité de PRESV.

Le taux d'invalidité de PRESV est adapté en cas de modification du taux d'invalidité selon l'AI.

En cas de retraite anticipée, l'assuré ne peut plus être reconnu invalide par PRESV, à moins que l'incapacité n'ait débuté avant la mise à la retraite.

PRESV est tenue de verser une rente d'invalidité préalable, limitée aux prestations minimales selon la LPP, si l'institution de prévoyance débitrice des prestations n'est pas encore déterminée de manière définitive et si l'assuré a été affilié en dernier à PRESV. Si, par la suite, il est établi de manière définitive que PRESV n'est pas tenue de verser les prestations, elle exige, auprès de l'institution débitrice, la restitution des prestations avancées.

4.5.3. Le montant des prestations est déterminé en fonction du taux d'invalidité. Le droit aux prestations s'éteint lorsque le taux de l'invalidité est inférieur à 25%, lorsque l'assuré atteint l'âge-terme tel que défini réglementairement lors du début de l'incapacité de gain ou s'il décède.

4.5.4. La rente temporaire entière d'invalidité est égale, par an, à 40% du salaire assuré en cas d'invalidité totale de l'assuré. Est déterminant le salaire assuré auprès de PRESV pendant les 12 mois précédant le début de l'incapacité de gain.

La rente d'invalidité est versée proportionnellement au taux d'invalidité reconnu en cas d'invalidité partielle.

4.5.5. Des rentes d'enfants d'invalides viennent à échéance si l'assuré est au bénéfice d'une rente d'invalidité et s'il a des enfants qui auraient droit à une rente d'orphelin selon le présent règlement.

La rente d'enfant d'invalides est égale annuellement, pour chaque enfant, à 8% du salaire assuré en cas d'invalidité totale de l'assuré. Est déterminant le salaire assuré auprès de PRESV pendant les 12 mois précédant le début de l'incapacité de gain.

4.5.6. Les enfants qui donnent droit à des rentes d'enfants d'invalides sont définis au chiffre 4.4.8. (rente d'orphelin).

4.5.7. Le droit à la rente d'enfant d'invalides s'éteint lorsque les conditions donnant droit à une rente d'invalidité ne sont plus remplies. Il s'éteint en outre lorsque l'enfant atteint l'âge de 18 ans ou s'il décède. Il subsiste jusqu'à l'âge de 25 ans au plus, dans les cas définis au chiffre 4.4.9. (rente d'orphelin).

PRESV est tenue de verser une rente d'enfant d'invalidé préalable, limitée aux prestations minimales selon la LPP, si l'institution de prévoyance débitrice des prestations n'est pas encore déterminée de manière définitive et si l'assuré a été affilié en dernier à PRESV. Si, par la suite, il est établi de manière définitive que PRESV n'est pas tenue de verser les prestations, elle exige, auprès de l'institution débitrice, la restitution des prestations avancées.

4.5.8. La libération du paiement des primes en cas d'invalidité de l'assuré intervient dès que l'incapacité de gain relevant du même cas a duré 24 mois (délai d'attente). L'échelle de libération pour l'épargne est celle du plan de base telle que définie lors du début de l'incapacité de gain. Le supplément de cotisations selon l'option MAXI choisie par l'assuré n'est pas couvert. La libération prend fin en même temps que la rente temporaire d'invalidité.

4.6. Adaptation à l'évolution des prix

Les rentes de survivants et d'invalidité ainsi que les rentes de vieillesse sont adaptées à l'évolution des prix dans les limites des possibilités financières de PRESV. Le Conseil de Fondation décide chaque année compte tenu des possibilités financières de PRESV si et dans quelle mesure les rentes doivent être adaptées. Il publie sa décision motivée dans les comptes annuels ou dans le rapport annuel.

Sont réservées les dispositions minimales de la LPP.

4.7. Compte de retraite anticipée

Le compte de retraite anticipée est exigible en cas de retraite, d'invalidité, de décès et de sortie. Le montant acquis est dû en sus des autres prestations définies selon le présent règlement. Le compte de retraite anticipée est versé comme suit :

- en cas de retraite : à l'assuré, soit sous forme d'une augmentation de sa rente de vieillesse, soit sous forme de capital. Si l'assuré choisit l'option rente, la rente est déterminée au moyen des bases techniques de la Fondation;

- en cas de droit à une rente d'invalidité, le compte de retraite anticipée continue à être géré par la Fondation jusqu'à l'âge-terme. Il peut cependant être versé en capital dès l'âge de 58 ans;
- en cas de décès : au conjoint survivant, à défaut aux ayants droit du capital-décès, sous forme de capital;
- en cas de libre passage : en faveur de l'assuré selon les articles 7.3. et suivants.

L'assuré ne saurait en aucun cas percevoir des prestations de plus de 5% plus élevées que celles qui découlent de l'objectif du plan à l'âge réglementaire de la retraite.

4.8. Rentes de divorce

- 4.8.1. Si un assuré touche une rente de vieillesse au moment de l'introduction de sa procédure de divorce et s'il est contraint par le juge à un partage de la prévoyance professionnelle, PRESV verse au conjoint créancier ou transfère dans sa prévoyance la part de rente allouée par le juge et convertie en une rente viagère (rente de divorce).
- 4.8.2. Si le conjoint créancier atteint l'âge légal de la retraite ordinaire, la rente de divorce lui est directement versée. Il peut exiger que les versements se fassent dans son institution de prévoyance s'il peut encore effectuer des rachats selon le règlement de celle-ci. Si le conjoint créancier a droit à une rente d'invalidité entière ou s'il a atteint l'âge légal minimum pour une retraite anticipée, il peut exiger le versement direct de la rente de divorce.
- 4.8.3. Si le conjoint créancier ne communique pas à PRESV quelle est son institution de prévoyance ou de libre passage, PRESV transfère le montant à la Fondation Institution Supplétive LPP, au plus tôt après six mois mais ou plus tard deux ans après l'échéance de ce transfert.
- 4.8.4. Le conjoint créancier au partage de la prévoyance professionnelle et PRESV peuvent convenir, en lieu et place d'un transfert de rente, d'un versement sous forme de capital.

- 4.8.5. Les prestations de sortie ou les parts de rentes selon l'art. 124a CC versées en faveur d'un assuré de PRESV à la suite d'un jugement de divorce sont considérées comme des prestations de libre passage transférées et sont attribuées en augmentation de l'avoir de vieillesse obligatoire et surobligatoire dans la même proportion que celle appliquée pour déduire ces prestations de la prévoyance du conjoint débiteur. La communication correspondante de l'institution de prévoyance ou de libre passage transférante est déterminante.

V. Financement

5.1. Principes du financement

Les mesures de prévoyance définies dans le présent règlement sont financées au moyen :

- de cotisations épargne, en ce qui concerne la constitution des avoirs de vieillesse,
- de cotisations risque, en ce qui concerne la couverture des prestations décès et invalidité, du fonds de garantie et des frais administratifs, ainsi que
- de bonification du plan de préretraite RETASV.

5.2. Paiement des cotisations

- 5.2.1. Le membre doit à PRESV la totalité des sommes nécessaires au financement des mesures de prévoyance (cotisations de l'employeur et des salariés); il déduit du salaire la cotisation des salariés assurés.
- 5.2.2. Les cotisations (part employé et employeur) sont transférées chaque mois par ce dernier à PRESV. En cas de non-respect de ce délai, un intérêt moratoire de 5% est dû.

5.3. Répartition des charges selon le plan de prévoyance du membre

5.3.1. La répartition des cotisations entre employés et employeurs ainsi qu'entre « épargne » et « risque » est donnée par les tableaux suivants, en fonction du plan de prévoyance choisi par le membre :

PRESV-Basic

	<u>Cotisations employés</u>			<u>Cotisations employeurs</u>		
	Risque	Epargne	Total	Risque	Epargne	Total
de 18 à 24 ans	1.00	-	1.00	1.00	-	1.00
dès 25 ans (base)	1.50	4.50	6.00	1.50	7.00	8.50
dès 25 ans (maxi)	1.50	7.00	8.50	1.50	7.00	8.50

PRESV-Medium

	<u>Cotisations employés</u>			<u>Cotisations employeurs</u>		
	Risque	Epargne	Total	Risque	Epargne	Total
de 18 à 24 ans	1.25	2.60	3.85	1.25	4.00	5.25
dès 25 ans (base)	1.50	4.90	6.40	1.50	7.50	9.00
dès 25 ans (maxi)	1.50	7.50	9.00	1.50	7.50	9.00

PRESV-Principal

	<u>Cotisations employés</u>			<u>Cotisations employeurs</u>		
	Risque	Epargne	Total	Risque	Epargne	Total
dès 18 ans (base)	1.50	5.25	6.75	1.50	8.00	9.50
dès 18 ans (maxi)	1.50	8.00	9.50	1.50	8.00	9.50

L'employé peut choisir, selon l'**option MAXI**, de cotiser plus pour égaliser la cotisation de l'employeur. La cotisation supplémentaire est entièrement affectée à l'épargne. L'épargne totale peut ainsi être portée à 14% dans le plan Basic, 15% dans le plan Medium et 16% dans le plan Principal.

La part financée par les assurés est portée en déduction de leur salaire, lors du paiement de celui-ci.

5.3.2. Cotisations risque

La cotisation « risque » couvre les risques d'invalidité et de décès, ainsi que les frais d'administration et les cotisations au fonds de garantie.

Le Conseil de Fondation de PRESV se réserve le droit d'augmenter les cotisations risque si elles s'avèrent insuffisantes.

Une éventuelle marge dans la cotisation risque est prioritairement affectée au maintien d'un taux de conversion favorable.

5.4. Obligation de payer les cotisations

L'obligation de verser des cotisations débute le jour de l'admission de l'assuré à PRESV et dure jusqu'au décès, au plus tard toutefois jusqu'à l'âge-terme. L'art. 3.3.2. est réservé.

Si un assuré devient invalide, l'obligation de payer est suspendue conformément aux dispositions définies au chiffre 4.5.8.

5.5. Cotisation d'assainissement

En cas de découvert, PRESV informe de manière appropriée l'autorité de surveillance, les employeurs, les assurés et les bénéficiaires de rentes :

- a) de l'existence d'un découvert, notamment de son importance et de ses causes. L'annonce à l'autorité de surveillance doit être faite au plus tard lorsque le découvert est établi sur la base des comptes annuels;
- b) des mesures prises afin de résorber le découvert et du délai dans lequel elle prévoit que le découvert pourra être résorbé;
- c) de la mise en œuvre du concept de mesures et de l'efficacité des mesures appliquées. Cette information doit être fournie périodiquement.

Si et aussi longtemps que PRESV est en découvert au sens de la LPP, le Conseil de Fondation est habilité à prélever une cotisation temporaire d'assainissement auprès de l'employeur et auprès des assurés actifs.

La cotisation d'assainissement n'entre pas en ligne de compte pour le calcul du montant minimal de la prestation de libre passage.

Si une cotisation d'assainissement est prélevée, le Conseil de Fondation informe les assurés sur :

- a) le taux ou le montant;
- b) la durée prévue;
- c) la répartition entre l'employeur et les assurés (l'employeur doit prendre à sa charge au moins la moitié de la cotisation d'assainissement).

PRESV doit résorber elle-même le découvert. Le fonds de garantie n'intervient que lorsqu'elle est insolvable.

Si d'autres mesures, telles qu'une rémunération moindre ou nulle de l'épargne ou une modification de la stratégie de placement, ne permettent pas de résorber le découvert dans un délai de 5 à 7 ans, PRESV peut décider d'appliquer, tant que dure le découvert :

- a) le prélèvement auprès de l'employeur et des salariés de cotisations destinées à résorber le découvert;
- b) le prélèvement auprès des bénéficiaires de rente d'une contribution destinée à résorber le découvert; cette contribution est déduite des rentes en cours; elle ne peut être prélevée que sur la partie de la rente en cours qui, durant les dix années précédant l'introduction de cette mesure, a résulté d'augmentations qui n'étaient pas prescrites par des dispositions légales ou réglementaires; elle ne peut pas être prélevée sur les prestations d'assurance en cas de vieillesse, de décès et d'invalidité de la prévoyance obligatoire; le montant des rentes établi lors de la naissance du droit à la rente est toujours garanti.

5.6. Utilisation des autres ressources et des fonds libres

Les autres ressources de la Fondation sont affectées à la couverture des autres charges et au financement des réserves créées par la Fondation.

Le Conseil de Fondation peut prélever sur les fonds libres et les réserves des montants pour garantir les prestations minimales.

D'éventuels excédents de contrats d'assurance sont affectés au compte de résultat de la Fondation.

Quand il y a des fonds libres, c'est-à-dire quand la réserve de fluctuation de valeurs est entièrement constituée, le Conseil de Fondation se prononce chaque année sur leur affectation. En principe, si la sécurité financière de la Fondation n'est pas menacée, tous les fonds libres excédant 5% des engagements de prévoyance sont distribués dans un délai d'une année en veillant à respecter une égalité de traitement entre actifs et rentiers.

VI. Relations avec d'autres assurances

PRESV réduit les prestations d'invalidité et de survivants déterminées selon le présent règlement dans la mesure où, ajoutées à d'autres revenus à prendre en compte, elles dépassent 90% du salaire assuré. En cas d'invalidité partielle, le revenu à prendre en compte est le salaire assuré multiplié par le taux d'invalidité.

Les prestations de tiers prises en compte sont :

- les prestations de l'AVS et de l'AI;
- les prestations servies en application de la LAA (loi fédérale sur l'assurance-accidents);
- les prestations de l'AM (assurance militaire);
- les prestations de toute institution d'assurance ou de prévoyance qui ont été financées en tout ou partie par l'employeur;
- les prestations provenant d'assurances sociales étrangères;

- les prestations provenant d'institutions de libre passage et de l'institution supplétive;
- le salaire éventuellement payé par l'employeur ou les indemnités qui en tiennent lieu;
- le revenu qu'un invalide total ou partiel tire d'une activité lucrative exercée ou le revenu de remplacement, à l'exception de revenus supplémentaires réalisés pendant l'exécution de mesures de nouvelle réadaptation au sens de l'AI.

Les allocations pour impotents, les indemnités pour atteinte à l'intégrité, ainsi que les indemnités uniques, les contributions d'assistance et autres prestations similaires ne sont pas prises en compte. Les prestations dues au conjoint survivant et aux orphelins sont cumulées.

Si l'assurance-accidents ou l'assurance militaire refuse ou réduit ses prestations parce que le cas d'assurance a été provoqué par la faute de l'ayant droit, les pleines prestations assurées sont prises en compte pour la détermination du cumul.

Pour le calcul de surindemnisation, les prestations en capital sont transformées en rentes selon les bases techniques de PRESV.

Si les prestations de PRESV sont réduites, elles le sont toutes dans la même proportion.

Le montant de la réduction est réexaminé périodiquement et dès que la situation se modifie de façon importante, compte tenu de l'évolution générale des salaires d'une part et de la situation de l'assuré d'autre part.

La part des prestations assurées mais non versées reste acquise à PRESV.

VII. Sortie anticipée de PRESV

7.1. Résiliation prématurée des rapports de travail

7.1.1. Sauf s'il est mis au bénéfice des prestations définies au chiffre 4.2. du présent règlement, un assuré cesse de faire partie de PRESV en cas de résiliation avant l'âge-terme des rapports de travail qui le lient à un membre.

La garantie des prestations en cas de décès ou d'invalidité s'éteint alors le jour où l'assuré entre au service de son nouvel employeur, mais au plus tard un mois à compter depuis la date où la résiliation prématurée devient effective.

Les prétentions des assurés en cas de libre passage sont régies par le présent règlement, la loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (loi sur le libre passage, LFLP) du 17 décembre 1993 et l'ordonnance sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (ordonnance sur le libre passage, OLP) du 3 octobre 1994.

7.1.2. En cas de résiliation des rapports de travail, l'assuré peut se trouver dans l'une des situations suivantes :

- a) il entre au service d'un nouvel employeur qui est membre de PRESV;
- b) il quitte le champ d'application de PRESV.

7.2. Réglementation valable entre membres

Si un assuré quitte un membre pour entrer au service d'un autre, il reste soumis aux dispositions du présent règlement.

7.3. Réglementation valable en cas de sortie du champ d'application

- 7.3.1. L'assuré qui quitte le champ d'application de PRESV a droit à une créance de libre passage qui correspond au montant de l'avoir de vieillesse selon l'art. 15 LFLP (primauté de cotisations). Celui-ci correspond à l'avoir de vieillesse accumulé sur le compte individuel à la date de la sortie conformément aux chiffres 4.3.2. et 4.3.3. L'assuré dont les rapports de service prennent fin après l'âge défini à l'art. 3.3.3. pour un motif autre que l'invalidité ou le décès peut demander le versement d'une prestation de libre passage si cette prestation de libre passage est transférée à l'institution de prévoyance d'un nouvel employeur, ou, s'il s'est inscrit au chômage, sur un compte de libre passage.
- 7.3.2. L'assuré a droit au minimum aux prestations selon l'article 17 de la loi sur le libre passage (LFLP). PRESV prend en compte les cotisations épargne de l'assuré avec intérêts.
- 7.3.3. La prestation de libre passage sera toujours au moins équivalente à l'avoir de vieillesse selon art. 15 LPP.
- 7.3.4. La créance de libre passage est exigible lorsque l'assuré quitte PRESV. Elle est affectée d'intérêts au taux minimal LPP dès cette date. Si PRESV ne transfère pas la prestation échue dans les 30 jours après avoir reçu toutes les informations nécessaires, un intérêt moratoire selon la loi sur le libre passage (LFLP) est dû à partir de ce moment-là.
- 7.3.5. Le compte de retraite anticipée est exigible en cas de sortie. Le montant acquis est dû en sus des autres prestations définies selon le présent règlement. Le compte de retraite anticipée est versé comme suit :
- en cas de sortie : en faveur de l'assuré selon l'art. 7.1. et suivants.

7.4. Affectation de la créance de libre passage

- 7.4.1. La créance de libre passage est affectée exclusivement à des fins de prévoyance conformément aux prescriptions légales. Elle doit faire l'objet d'un transfert à l'institution de prévoyance du nouvel employeur.

7.4.2. La créance de libre passage peut être versée en espèces à l'assuré démissionnaire lorsque la demande en est faite :

- par un assuré qui quitte définitivement la Suisse pour un pays autre que la Principauté du Liechtenstein;
- par un assuré qui s'établit à son propre compte;
- par un assuré dont la créance de libre passage est inférieure à une cotisation annuelle.

L'article 2.4.3. demeure réservé.

En cas de départ vers un Etat membre de l'Union européenne, vers l'Islande ou la Norvège, et si l'assuré continue à être soumis à une assurance obligatoire contre les risques de vieillesse, de décès et d'invalidité, le minimum LPP de sa prestation de libre passage ne peut être versé en espèces.

Si l'assuré est marié, le paiement en espèces ne peut intervenir qu'avec le consentement écrit du conjoint.

L'assuré démissionnaire doit expressément demander le versement en espèces et remettre à PRESV les preuves formelles qu'elle exige.

7.4.3. Si la prestation de libre passage ne peut ni être transférée dans une institution de prévoyance ni être payée en espèces, l'assuré doit indiquer si elle doit être utilisée pour l'établissement d'une police de libre passage ou l'ouverture d'un compte de libre passage.

A défaut de notification, PRESV verse, au plus tôt après 6 mois et au plus tard deux ans après la survenance du cas de libre passage, la prestation de libre passage, y compris les intérêts, à l'institution supplétive.

7.5. Absences / congés

L'assuré qui désire prendre un congé sabbatique (maximum 6 mois) et qui bénéficie d'un contrat de réengagement auprès d'un de nos membres et qui a conclu une assurance par convention LAA a la possibilité de continuer son assurance de manière facultative afin de jouir de la même couverture d'assurance que jusqu'alors. Dans ce cas, une convention portant sur les modalités de l'assurance sera conclue entre l'assuré, PRESV et l'employeur. Pendant la durée du congé, l'assuré doit s'acquitter des cotisations (parts employé + employeur). La totalité de la cotisation doit parvenir à PRESV avant le début du congé.

7.6. Transfert d'une prestation de libre passage en cas de divorce

Si en vertu d'un jugement de divorce, PRESV est appelée à transférer tout ou partie de la prestation de libre passage d'un assuré, son avoir de vieillesse et les prestations qui en découlent sont réduits en conséquence.

Le montant transféré peut être racheté, en tout ou partie, en application par analogie de l'article 2.4. Les montants rachetés seront attribués dans la même proportion entre prévoyance obligatoire et prévoyance surobligatoire que lors du prélèvement.

VIII. Encouragement à la propriété du logement

8.1. Cession, mise en gage, accès à la propriété du logement

- 8.1.1. Le droit aux prestations prévues dans le présent règlement ne peut être ni cédé ni mis en gage aussi longtemps que celles-ci ne sont pas exigibles, sous réserve du chiffre 8.1.3.
- 8.1.2. Le droit aux prestations prévues dans le présent règlement ne peut être compensé avec des créances cédées par le membre à PRESV que si ces créances ont pour objet des cotisations de l'assuré qui n'auraient pas été déduites de son salaire.

8.1.3. L'assuré peut au plus tard trois ans avant la naissance du droit aux prestations de vieillesse faire valoir le droit au versement anticipé ou à la mise en gage d'un montant pour la propriété d'un logement pour ses propres besoins. L'assuré doit produire les pièces justificatives idoines. L'article 2.4.3. demeure réservé.

Les fonds de la prévoyance professionnelle peuvent être utilisés pour :

- acquérir ou faire construire un logement;
- acheter des parts de coopérative de construction ou d'habitation, ou s'engager dans des formes similaires de participation;
- rembourser un prêt hypothécaire.

Ils ne peuvent être utilisés en même temps que pour un seul objet à la fois.

Si l'assuré est marié, le consentement écrit du conjoint est nécessaire.

PRESV peut demander à l'assuré une indemnisation sur la base des coûts effectifs pour le travail administratif que lui occasionne le traitement de la demande de versement anticipé ou de mise en gage.

L'utilisation des fonds de la prévoyance professionnelle pour la propriété du logement est régie par le présent règlement, la loi fédérale sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle du 17 décembre 1993 et l'ordonnance sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle (OEPL) du 3 octobre 1994.

8.1.3.1. Mise en gage

L'assuré peut, pour garantir un prêt hypothécaire ou pour retarder des obligations d'amortissement, mettre en gage :

- son droit aux prestations de prévoyance futures ou
- son droit à la prestation de libre passage.

L'assuré peut mettre en gage un montant maximal à concurrence de la prestation de libre passage au moment de la réalisation du gage. A partir de l'âge de 50 ans, la mise en gage est limitée au montant de la prestation de libre passage acquise à l'âge de 50 ans ou à la moitié de la prestation de libre passage acquise au moment de la mise en gage.

Le consentement écrit du créancier-gagiste est nécessaire pour affecter le montant mis en gage :

- au paiement en espèces de la prestation de libre passage;
- au paiement de la prestation de prévoyance;
- au transfert, à la suite d'un divorce, d'une partie de la prestation de libre passage à l'institution de prévoyance de l'autre conjoint.

Si le créancier-gagiste refuse de donner son consentement, PRESV doit mettre le montant en sûreté.

Si l'assuré change d'institution de prévoyance, PRESV doit indiquer au créancier-gagiste à qui la prestation de libre passage a été transférée et à concurrence de quel montant.

8.1.3.2. Versement anticipé

L'assuré peut demander le versement anticipé d'un montant égal à la prestation de libre passage actuelle. L'assuré âgé de plus de 50 ans peut obtenir au maximum la prestation de libre passage à laquelle il avait droit à l'âge de 50 ans ou la moitié de la prestation de libre passage à laquelle il a droit au moment du versement.

Le montant minimal du versement anticipé est de CHF 20'000.—. Cette limite ne s'applique toutefois pas à l'acquisition de parts sociales d'une coopérative de construction ou d'habitation et de formes similaires de participation.

Le versement anticipé ne peut être demandé que tous les 5 ans.

PRESV paie le montant du versement anticipé au plus tard 6 mois après que l'assuré a fait valoir son droit. En cas de découvert, ce délai est porté à 12 mois. En cas de découvert important, le versement pour rembourser des prêts hypothécaires peut être reporté jusqu'à nouvel avis; PRESV informe les assurés et l'autorité de surveillance sur la durée d'application de cette mesure.

Le versement anticipé entraîne une réduction des prestations de vieillesse et du montant du capital décès qu'il n'est pas possible de combler au sein de PRESV autrement que par le remboursement du versement anticipé. Il est prélevé proportionnellement sur les parts obligatoire et surobligatoire de l'avoir de vieillesse.

L'assuré peut rembourser en tout temps le montant perçu. Il en a toutefois l'obligation s'il vend le logement ou concède sur celui-ci des droits équivalents économiquement à une aliénation.

En cas de décès, si aucune prestation de prévoyance n'est exigible de la Fondation, les héritiers doivent rembourser le versement anticipé.

Le montant minimal d'un remboursement est de CHF 10'000.—. Si le solde du versement anticipé à rembourser est inférieur à cette somme, le remboursement doit être effectué en une seule tranche. Ces remboursements sont affectés directement au compte d'avoir de vieillesse de l'assuré. Ils sont attribués entre prévoyance obligatoire et prévoyance surobligatoire dans le même rapport que celui qui a existé lors du prélèvement pour le versement anticipé.

Le remboursement est possible :

- jusqu'à la naissance du droit aux prestations de vieillesse;
- jusqu'à la survenance d'un autre cas de prévoyance;
- jusqu'au paiement en espèces de la prestation de libre passage.

Les demandes des assurés seront traitées de manière à répondre en priorité aux assurés qui acquièrent ou font construire un logement. Les demandes des assurés visant à rembourser un prêt hypothécaire seront traitées en deuxième lieu. Les dispositions de l'art. 6, al. 4 OEPL, restent réservées, à savoir :

- par propres besoins, on entend l'utilisation par la personne assurée d'un logement à son lieu de domicile ou à son lieu de séjour habituel.
- lorsque la personne assurée prouve qu'elle ne peut plus utiliser le logement pendant un certain temps, elle est autorisée à le louer durant ce laps de temps.

8.1.3.3. Dispositions générales

PRESV donne à l'assuré, lors du versement anticipé, de la mise en gage ou sur demande écrite de celui-ci, des informations sur :

- le capital de prévoyance dont il dispose pour la propriété du logement;
- les réductions de prestations de vieillesse consécutives au versement anticipé ou à la réalisation du gage;
- l'imposition fiscale en cas de versement anticipé ou de réalisation du gage;
- le droit au remboursement des impôts payés lorsque le versement anticipé ou le montant correspondant au produit de la réalisation du gage ont été remboursés ainsi que les délais à observer.

En cas de démission, PRESV doit aviser la nouvelle institution de prévoyance de la mise en gage de la prestation de libre passage ou de la prestation de prévoyance et du montant sur lequel porte cette mise en gage, ainsi que de l'octroi d'un versement anticipé, de son montant et de sa date.

IX. Dispositions finales

9.1. Prestations non versées

Les prestations assurées qui, pour une raison ou une autre décrite dans le présent règlement, ne seraient pas versées à l'assuré ou à ses ayants droit, resteront acquises à PRESV; elles ne pourront être utilisées qu'à des buts de prévoyance.

9.2. Expert agréé et organe de révision

9.2.1. Expert agréé en matière de prévoyance professionnelle

L'expert agréé en matière de prévoyance professionnelle désigné par le Conseil de Fondation détermine périodiquement :

- a) si PRESV offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements;
- b) si les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux prescriptions légales;
- c) si les mesures de sécurité adoptées par PRESV sont suffisantes.

En cas de découvert technique, l'expert propose au Conseil de Fondation des mesures d'assainissement susceptibles de rétablir l'équilibre financier de PRESV dans un délai adéquat.

9.2.2. Organe de révision

Le Conseil de Fondation désigne un organe de révision indépendant au sens des dispositions légales applicables.

L'organe de révision vérifie chaque année la gestion, les comptes et les placements ainsi que les avoirs de vieillesse au sens de la LPP.

Il doit s'assurer que la gestion de fortune se déroule de manière loyale.

9.3. Responsabilité et obligations de garder le secret

Les personnes chargées de l'administration, de la gestion et du contrôle de PRESV répondent du dommage qu'elles lui causent intentionnellement ou par négligence. Elles sont tenues d'observer le secret sur tous les faits et informations de caractère confidentiel dont elles ont connaissance dans l'exercice de leur fonction, et qui touchent soit PRESV, soit l'employeur, soit des assurés. Elles restent soumises à cette obligation même après la cessation de leur fonction.

9.4. Obligation de renseigner et d'informer

9.4.1. Sur demande, les assurés, les membres ainsi que les ayants droit sont tenus de donner à PRESV les renseignements conformes à la vérité, pour tout élément déterminant pour l'assurance.

9.4.2. Les renseignements suivants seront communiqués spontanément par les membres à PRESV :

- par les employeurs :
 - ◆ l'employeur est responsable des dommages qui pourraient être causés à PRESV en raison de la non-communication des renseignements nécessaires à cette dernière (en particulier : affiliation de nouveaux salariés, salaires, modifications de salaire, départs, etc.)
- par les assurés :
 - ◆ tous les changements concernant l'assurance (changement d'emploi, cessation d'activité professionnelle ou d'exploitation de commerce, etc.);
- par les bénéficiaires d'une rente d'invalidité :
 - ◆ tous les changements survenus dans le taux de l'invalidité ainsi que toute reprise d'activité entraînant le versement d'un revenu;
- par les bénéficiaires d'une rente de divorce n'ayant pas encore atteint l'âge de la retraite :
 - ◆ tous les changements d'institution de prévoyance;

- par les bénéficiaires d'autres rentes :
 - ◆ toute modification de la situation personnelle pouvant influencer la justification d'une prétention comme, par exemple, le remariage d'une veuve ou d'un veuf, la cessation ou la fin de l'apprentissage ou des études d'un enfant, etc.

9.4.3. PRESV renseigne l'assuré annuellement sur ses droits aux prestations, le salaire assuré, le taux de cotisation et l'avoir de vieillesse, sur l'organisation et le financement ainsi que sur les membres du Conseil de Fondation. PRESV renseigne également sur l'exercice de l'obligation de voter en qualité d'actionnaire visée à l'art. 71b LPP.

Si l'assuré se marie ou s'il modifie son degré d'occupation pour une durée d'au moins six mois, PRESV lui établit sur demande son décompte comme s'il s'agissait d'un cas de libre passage; ceci à titre d'information.

Les assurés peuvent demander la remise des comptes annuels et du rapport annuel. Ils peuvent également obtenir des informations sur le rendement du capital, l'évolution du risque actuariel, les frais d'administration, les principes de calcul du capital de couverture, les provisions supplémentaires, le degré de couverture, les principes régissant l'exercice de l'obligation de voter en qualité d'actionnaire.

9.5. Responsabilité

Pour l'ensemble des prestations de prévoyance, PRESV décline toute responsabilité pour les conséquences pouvant résulter du non-respect de l'obligation de communiquer les informations nécessaires ou du fait que ces renseignements ne sont pas véridiques.

9.6. Différends

Les différends qui peuvent survenir entre PRESV, un membre, un assuré ou ses ayants droit dans l'application du présent règlement seront portés devant les tribunaux désignés conformément à l'article 73 LPP.

9.7. Service militaire et guerre

- 9.7.1. Le service actif pour sauvegarder la neutralité suisse ainsi que pour maintenir la tranquillité et l'ordre à l'intérieur du pays, sans opération de guerre dans l'un et l'autre cas, et le service dans la protection civile sont considérés comme services militaires en temps de paix. Ils sont couverts sans autre formalité.
- 9.7.2. Les dispositions spéciales promulguées par le Conseil fédéral sont en revanche applicables en cas de guerre.

9.8. Lacunes dans le règlement

Les cas non prévus par le règlement seront tranchés par le Conseil de Fondation de PRESV tout en respectant les prescriptions légales en la matière.

9.9. Modifications du règlement

Compte tenu des dispositions des statuts de PRESV, le présent règlement peut être modifié en tout temps. Les droits acquis par les assurés et leurs ayants droit au moment de la modification ne pourront être détournés de leur but. Les prestations pour les cas d'assurance survenus avant l'entrée en vigueur du nouveau règlement sont déterminées conformément au règlement en vigueur au moment de la survenance du cas.

9.10. Entrée en vigueur du règlement

Ce règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026 et remplace le règlement précédemment en vigueur. Le règlement peut être traduit en d'autres langues.

9.11. Dissolution de PRESV

En cas de dissolution de PRESV, les valeurs de restitution des assurances seront transférées à une autre institution de prévoyance s'occupant de prévoyance en faveur du personnel dans laquelle sont admis les salariés.

Si le transfert à une nouvelle institution de prévoyance n'est pas possible, les droits des destinataires sont garantis au moyen de polices de libre passage ou par d'autres formes assurant le maintien des mesures de prévoyance.

Ce règlement a été adopté par le Conseil de Fondation en séance du 11 décembre 2025 à Sierre.

PRESV

Conseil de Fondation

Le président

Le secrétaire

Frédéric Fragnière

Christian Zufferey

Le texte français fait foi.

Annexe I. Taux d'intérêt

1.1. Taux d'intérêt minimal LPP

Le taux d'intérêt minimal LPP est fixé par le Conseil fédéral; il est égal à :

1985 - 2002	4.00%
2003	3.25%
2004	2.25%
2005 - 2007	2.50%
2008	2.75%
2009 - 2011	2.00%
2012 - 2013	1.50%
2014 - 2015	1.75%
2016	1.25%
2017 - 2023	1.00%
2024 - 2026	1.25%

1.2. Taux d'intérêt technique

Le taux d'intérêt technique (applicable pour calculer les engagements en faveur des bénéficiaires de rentes) est égal à 1.5%.

Annexe II. Taux de conversion

2.1. Taux de conversion

L'article 4.3.4. définit le calcul de la rente de retraite.

Les taux de conversion suivants s'appliquent à l'âge réglementaire jusqu'à un avoir de vieillesse de CHF 1'800'000.— :

Année	Taux de conversion garanti	Treizième rente conditionnelle
2022 à 2029	6.00%	0.50%
2030	5.95%	0.50%
2031	5.90%	0.50%
2032	5.86%	0.49%
2033	5.81%	0.49%
2034	5.76%	0.49%
2035	5.72%	0.48%
2036	5.67%	0.48%
2037	5.63%	0.47%
2038	5.58%	0.47%
dès 2039	5.54%	0.46%

L'avoir de vieillesse au-delà de CHF 1'800'000.— est converti selon un taux de conversion actuariel :

Année	Taux de conversion actuariel garanti	Treizième rente conditionnelle
dès 2021	4.44%	0.37%

2.2. Réduction du taux de conversion pour anticipation de la retraite et augmentation pour continuation de la prévoyance au-delà de l'âge-terme

En cas de versement anticipé de la rente de vieillesse, ce taux de conversion est réduit de 0.2 point par année d'anticipation ou augmenté de 0.05 point par année de continuation de la prévoyance (12/13^e de la réduction ou de l'augmentation pour la rente garantie et 1/13^e pour la 13^e rente). Pour une fraction d'année, le facteur est calculé prorata temporis.

2.3. Taux pour la rente avec restitution

Le taux de conversion à l'âge effectif de retraite est ensuite réduit de 21% si l'assuré choisit d'assortir sa rente de retraite d'une garantie de restitution dégressive sur quinze ans.

Annexe III. Rachats de prestations manquantes

L'article 2.4.1. définit le calcul du rachat maximal selon l'âge et le plan.

Age	Plan Basic	avec MAXI	Plan Medium	avec MAXI	Plan Principal	avec MAXI
18	0.0%	0.0%	5.6%	8.0%	13.3%	16.0%
19	0.0%	0.0%	11.3%	16.1%	26.7%	32.1%
20	0.0%	0.0%	17.1%	24.3%	40.3%	48.3%
21	0.0%	0.0%	23.1%	32.6%	54.1%	64.6%
22	0.0%	0.0%	29.1%	41.0%	68.1%	81.0%
23	0.0%	0.0%	35.3%	49.5%	82.3%	97.5%
24	0.0%	0.0%	41.6%	58.1%	96.6%	114.1%
25	11.5%	14.0%	54.9%	73.8%	111.2%	130.8%
26	23.2%	28.3%	68.4%	89.7%	126.0%	147.6%
27	35.2%	42.8%	82.1%	105.8%	140.9%	164.5%
28	47.4%	57.7%	96.2%	122.1%	156.1%	181.5%
29	59.8%	72.9%	110.5%	138.7%	171.5%	198.6%
30	72.5%	88.3%	125.1%	155.4%	187.1%	215.8%
31	85.5%	104.1%	140.0%	172.3%	202.9%	233.2%
32	98.7%	120.2%	155.2%	189.4%	218.9%	250.6%
33	112.2%	136.6%	170.7%	206.7%	235.1%	268.1%
34	125.9%	153.3%	186.5%	224.3%	251.6%	285.8%
35	139.9%	170.4%	202.7%	242.0%	268.3%	303.5%
36	154.2%	187.8%	219.1%	260.0%	285.2%	321.4%
37	168.8%	205.5%	235.9%	278.2%	302.3%	339.4%
38	183.7%	223.6%	253.0%	296.7%	319.7%	357.5%
39	198.9%	242.1%	270.5%	315.3%	337.3%	375.6%
40	214.4%	260.9%	288.3%	334.2%	355.2%	394.0%
41	230.1%	280.2%	306.4%	353.3%	373.3%	412.4%
42	246.2%	299.8%	325.0%	372.7%	391.6%	430.9%
43	262.7%	319.8%	343.9%	392.3%	410.2%	449.6%
44	279.4%	340.2%	363.2%	412.1%	429.0%	468.3%
45	296.5%	361.0%	382.8%	432.2%	448.2%	487.2%
46	313.9%	382.2%	402.9%	452.5%	467.5%	506.2%
47	331.7%	403.8%	423.3%	473.1%	487.1%	525.3%
48	349.9%	425.9%	444.2%	493.9%	507.0%	544.5%
49	368.3%	448.4%	465.5%	515.0%	527.2%	563.9%
50	387.2%	471.4%	487.2%	536.3%	547.7%	583.3%
51	406.5%	494.8%	509.3%	558.0%	568.4%	602.9%
52	426.1%	518.7%	531.9%	579.8%	589.4%	622.6%
53	446.1%	543.1%	555.0%	602.0%	610.7%	642.4%
54	466.5%	568.0%	578.5%	624.4%	632.3%	662.4%
55	487.4%	593.3%	602.4%	647.1%	654.1%	682.4%
56	508.6%	619.2%	626.9%	670.1%	676.3%	702.6%
57	530.3%	645.6%	651.8%	693.3%	698.8%	722.9%
58	552.4%	672.5%	677.2%	716.9%	721.6%	743.4%
59	574.9%	699.9%	703.2%	740.7%	744.7%	763.9%
60	597.9%	727.9%	729.7%	764.8%	768.1%	784.6%
61	621.4%	756.5%	756.6%	789.3%	791.8%	805.4%
62	645.3%	785.6%	784.2%	814.0%	815.9%	826.4%
63	669.7%	815.3%	812.3%	839.0%	840.2%	847.5%
64	694.6%	845.6%	840.9%	864.3%	864.9%	868.7%
65	720.0%	876.5%	870.1%	890.0%	890.0%	890.0%

Annexe VI. Préfinancement de la retraite anticipée

Préfinancement maximal de la retraite anticipée selon l'article 2.5.1.

Age	Plan Basic	avec MAXI	Plan Medium	avec MAXI	Plan Principal	avec MAXI
18	175.2%	213.2%	207.3%	272.0%	255.5%	326.8%
19	178.7%	217.5%	211.4%	275.4%	259.0%	328.8%
20	182.2%	221.9%	215.7%	278.8%	262.5%	330.9%
21	185.9%	226.3%	220.0%	282.2%	266.1%	332.9%
22	189.6%	230.8%	224.4%	285.7%	269.7%	334.9%
23	193.4%	235.4%	228.9%	289.2%	273.4%	337.0%
24	197.3%	240.1%	233.4%	292.8%	277.1%	339.1%
25	201.2%	244.9%	238.1%	296.4%	280.9%	341.1%
26	205.2%	249.8%	242.9%	300.0%	284.7%	343.2%
27	209.3%	254.8%	247.7%	303.7%	288.6%	345.3%
28	213.5%	259.9%	252.7%	307.5%	292.6%	347.5%
29	217.8%	265.1%	257.7%	311.3%	296.5%	349.6%
30	222.1%	270.4%	262.9%	315.1%	300.6%	351.7%
31	226.6%	275.8%	268.2%	319.0%	304.7%	353.9%
32	231.1%	281.4%	273.5%	322.9%	308.8%	356.1%
33	235.7%	287.0%	279.0%	326.9%	313.1%	358.3%
34	240.5%	292.7%	284.6%	330.9%	317.3%	360.5%
35	245.3%	298.6%	290.3%	335.0%	321.7%	362.7%
36	250.2%	304.6%	296.1%	339.1%	326.1%	364.9%
37	255.2%	310.6%	302.0%	343.3%	330.5%	367.1%
38	260.3%	316.9%	308.0%	347.5%	335.0%	369.4%
39	265.5%	323.2%	314.2%	351.8%	339.6%	371.7%
40	270.8%	329.7%	320.5%	356.2%	344.2%	373.9%
41	276.2%	336.3%	326.9%	360.5%	348.9%	376.2%
42	281.7%	343.0%	333.4%	365.0%	353.7%	378.5%
43	287.4%	349.8%	340.1%	369.5%	358.5%	380.9%
44	293.1%	356.8%	346.9%	374.0%	363.4%	383.2%
45	299.0%	364.0%	353.8%	378.6%	368.3%	385.6%
46	305.0%	371.3%	360.9%	383.3%	373.4%	387.9%
47	311.1%	378.7%	368.1%	388.0%	378.5%	390.3%
48	317.3%	386.3%	375.5%	392.8%	383.6%	392.7%
49	323.6%	394.0%	383.0%	397.7%	388.9%	395.1%
50	330.1%	401.9%	390.6%	402.6%	394.2%	397.5%
51	336.7%	409.9%	398.5%	407.5%	399.5%	400.0%
52	343.4%	418.1%	406.4%	412.5%	405.0%	402.4%
53	350.3%	426.5%	414.6%	417.6%	410.5%	404.9%
54	357.3%	435.0%	422.8%	422.8%	416.1%	407.4%
55	364.5%	443.7%	431.3%	428.0%	421.8%	409.9%
56	371.7%	452.6%	439.9%	433.3%	427.6%	412.4%
57	379.2%	461.6%	448.7%	438.6%	433.4%	414.9%
58	386.8%	470.8%	457.7%	444.0%	439.3%	417.5%
59	325.1%	395.8%	384.5%	371.8%	367.8%	348.6%
60	266.1%	323.9%	314.5%	303.2%	299.9%	283.4%
61	209.4%	254.9%	247.3%	237.7%	235.1%	221.5%
62	154.7%	188.3%	182.6%	174.9%	173.0%	162.5%
63	101.7%	123.8%	120.0%	114.6%	113.3%	106.1%
64	50.2%	61.1%	59.2%	56.3%	55.7%	52.0%
65	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%

Tolérance de 5% pour le dépassement de l'avoir maximal destiné au préfinancement de la retraite anticipée, selon l'article 2.5.1.

Age	Plan Basic	avec MAXI	Plan Medium	avec MAXI	Plan Principal	avec MAXI
58	495.5%	579.5%	566.4%	552.7%	548.0%	526.2%
59	429.3%	500.0%	488.7%	476.0%	472.0%	452.8%
60	366.1%	423.9%	414.5%	403.2%	399.9%	383.4%
61	305.6%	351.1%	343.5%	333.9%	331.3%	317.7%
62	247.3%	280.9%	275.2%	267.5%	265.6%	255.1%
63	191.0%	213.1%	209.3%	203.9%	202.6%	195.4%
64	136.4%	147.3%	145.4%	142.5%	141.9%	138.2%
65	83.3%	83.3%	83.3%	83.3%	83.3%	83.3%

INHALTSVERZEICHNIS

I.	Zweck	4
1.1.	Zweck	4
1.2.	Rechte und Pflichten	4
1.3.	Verhältnis zum BVG und zum FZG.....	4
1.4.	Anschlussvereinbarungen	5
II.	Aufnahmebedingungen	5
2.1.	Aufnahme des Personals	5
2.2.	Anmeldung und Beginn des Versicherungsschutzes.....	7
2.3.	Übertragung von Freizügigkeitsleistungen beim Eintritt in PRESV .	7
2.4.	Einkauf fehlender Leistungen.....	8
2.5.	Eröffnung eines VP-Kontos.....	10
III.	Definitionen und allgemeine Bestimmungen	11
3.1.	Altersbestimmung.....	11
3.2.	Versicherter Lohn	11
3.3.	Rücktrittsalter und flexibler Altersrücktritt.....	12
3.4.	Geltendmachung des Anspruches und Fälligkeit der Leistungen .	13
3.5.	Weiterversicherung gemäss Art. 47a BVG nach einer Entlassung nach dem 58. Altersjahr	15
IV.	Vorsorgeleistungen	16
4.1.	Risikoversorge und Altersvorsorge	16
4.2.	Versicherte Leistungen.....	16
4.3.	Leistungen im Alter	17
4.4.	Leistungen im Todesfall.....	20
4.5.	Leistungen bei Invalidität	25
4.6.	Anpassung an die Preisentwicklung	27
4.7.	VP-Konto	27
4.8.	Scheidungsrente.....	28
V.	Finanzierung.....	29
5.1.	Grundsätze	29
5.2.	Beitragszahlung.....	29
5.3.	Beitragsaufteilung gemäss Vorsorgeplan des Mitglieds	30
5.4.	Beitragszahlungspflicht	31
5.5.	Sanierungsbeitrag	31
5.6.	Verwendung anderer Ressourcen und freier Mittel	33

VI. Verhältnis zu anderen Versicherungen.....	33
VII. Vorzeitiges Ausscheiden aus PRESV	35
7.1. Vorzeitige Auflösung des Dienstverhältnisses	35
7.2. Regelung bei Stellenwechsel unter Mitgliedern	35
7.3. Regelung beim Ausscheiden	36
7.4. Übertragung und Auszahlung der Freizügigkeitsleistung	36
7.5. Urlaub.....	38
7.6. Überweisung einer Freizügigkeitsleistung bei Scheidung.....	38
VIII. Wohneigentumsförderung	38
8.1. Abtretung, Verpfändung, Finanzierung von Wohneigentum	38
IX. Schlussbestimmungen	43
9.1. Nicht ausbezahlte Leistungen	43
9.2. Anerkannter Experte und Revisionsstelle	43
9.3. Verantwortlichkeit und Schweigepflicht.....	44
9.4. Auskunfts- und Meldepflicht.....	44
9.5. Ausschluss der Haftung.....	45
9.6. Rechtsstreitigkeiten	45
9.7. Militärdienst und Krieg.....	46
9.8. Lücken im Reglement.....	46
9.9. Reglementsänderungen	46
9.10. Inkrafttreten des Reglements	46
9.11. Auflösung von PRESV	46
Anhang I. Zinssatz.....	48
1.1. BVG-Mindestzinssatz.....	48
1.2. Technischer Zinssatz.....	48
Anhang II. Umwandlungssatz	49
2.1. Umwandlungssatz	49
2.2. Senkung des Umwandlungssatzes bei vorzeitigem Bezug sowie bei Weiterführung der Vorsorge über das Rücktrittsalter hinaus	50
2.3. Satz für die Rente mit Rückgewähr	50
Anhang III. Einkäufe fehlender Leistungen	51
Anhang IV. Vorfinanzierung der vorzeitigen Pensionierung	52

Im vorliegenden Reglement sind Personenbezeichnungen, falls nicht ausdrücklich anders festgehalten, stets auf beide Geschlechter anwendbar.

Personen, die gemäss Partnerschaftsgesetz in eingetragener Partnerschaft leben, sind den Ehegatten gleichgestellt.

Die Eintragung einer eingetragenen Partnerschaft entspricht der Heirat; die gerichtliche Auflösung der eingetragenen Partnerschaft hat die gleichen Auswirkungen wie die Scheidung.

I. Zweck

1.1. Zweck

Die Stiftung PRESV bezweckt die Durchführung der Personalvorsorge für die Vereinigung der Krankenanstalten des Kantons Wallis, für andere öffentlich-rechtliche Körperschaften sowie für Einrichtungen des Gesundheitswesens. Ferner erfüllt sie die Anforderungen des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge vom 25. Juni 1982 (in der Folge « BVG » genannt).

Sie hat ihren Sitz in Siders und ist im Register für die berufliche Vorsorge eingetragen. Sie untersteht der gesetzlichen Aufsicht.

1.2. Rechte und Pflichten

Dieses Reglement umschreibt die Rechte und Pflichten von PRESV und der Anspruchsberechtigten. Es legt insbesondere die Ansprüche der Versicherten bzw. deren Hinterbliebenen in den Fällen von Alter, Tod und Invalidität des Versicherten fest.

1.3. Verhältnis zum BVG und zum FZG

PRESV ist eine Vorsorgeeinrichtung, welche die obligatorische Versicherung gemäss BVG durchführt. Sie ist gemäss Artikel 48 BVG im Register für berufliche Vorsorge bei der Westschweizer BVG- und Stiftungsaufsichtsbehörde eingetragen. Damit verpflichtet sie sich, mindestens die Leistungen gemäss BVG und den entsprechenden Verordnungen zu erbringen.

Der Vorsorgeplan von PRESV ist ein so genanntes Beitragsprimat im Sinne von Artikel 15 FZG.

1.4. Anschlussvereinbarungen

PRESV kann das Personal von Einrichtungen des Gesundheitswesens versichern. Dazu wird eine Anschlussvereinbarung abgeschlossen.

In der Anschlussvereinbarung werden insbesondere die folgenden Punkte geregelt :

- a) der Kreis der zu versichernden Personen;
- b) die anfängliche Einlage;
- c) die Einzelheiten der Vertragsauflösung;
- d) das Schicksal der Rentenbezüger bei Vertragsauflösung;
- e) Wahl des Vorsorgeplans : Basic, Medium oder Principal.

1.4.1. Die Auflösung der Anschlussvereinbarung durch den Arbeitgeber kann nur im Einverständnis mit den Arbeitnehmern erfolgen.

II. Aufnahmebedingungen

2.1. Aufnahme des Personals

2.1.1. Mit der Unterzeichnung der Anschlussvereinbarung verpflichten sich die Mitglieder von PRESV obligatorisch, alle zu ihrem Personal gehörenden gegenwärtigen und künftigen Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen (im Folgenden « Versicherte » genannt) anzumelden, sofern diese :

- einen voraussichtlichen AHV-Lohn von mindestens CHF 7'200.— pro Jahr beziehen;
- mit einem Arbeitsvertrag für eine unbegrenzte Dauer oder für eine limitierte Dauer von mehr als 3 Monaten angestellt wurden. Wird ein Arbeitsvertrag von 3 Monaten oder weniger ohne Unterbrechung des Arbeitsverhältnisses über 3 Monate hinaus verlängert, ist der Mitarbeiter ab dem Zeitpunkt der Vereinbarung der Verlängerung versichert. Dauern mehrere Beschäftigungsverhältnisse mit demselben Mitglied insgesamt mehr als 3 Monate und gibt es keine Unterbrechung des Arbeitsverhältnisses von mehr als 3 Monaten, ist der Mitarbeiter ab Beginn des 4. Arbeitsmonats versichert. Wurde

vor Beginn des Arbeitsverhältnisses vereinbart, dass der Arbeitnehmer für einen Gesamtzeitraum von mehr als 3 Monaten beschäftigt wird, beginnt die Versicherung des Mitarbeiters zur gleichen Zeit wie das Arbeitsverhältnis.

- 2.1.2. Versicherte, die im Dienste mehrerer Arbeitgeber stehen, werden nur für den durch das Mitglied bezahlten Lohnanteil angemeldet. Sie können jedoch für ihre Gesamtlohnsumme angemeldet werden.

Für Arbeitnehmer, die anderweitig für eine hauptamtliche Tätigkeit der obligatorischen Versicherung unterstellt sind oder die hauptamtlich als Selbständigerwerbende tätig sind, ist die Anmeldung fakultativ.

- 2.1.3. Nach Kenntnisnahme des Reglements hat der Arbeitnehmer, dessen vermutlicher AHV-Jahreslohn unter dem Betrag von 75% der maximalen AHV-Altersrente liegt, die Möglichkeit, mittels Bestätigung zu Händen seines Arbeitgebers auf die Aufnahme zu verzichten.

- 2.1.4. Die Versicherten, die nicht voll arbeitsfähig sind, werden vom Arbeitgeber angemeldet; sie werden allenfalls zu besonderen Bedingungen - unter Berücksichtigung der Vorschriften des BVG - versichert. Der Versicherte, der beim Arbeitsantritt im Sinne der IV zu mindestens 70% invalid ist, kann nicht versichert werden.

- 2.1.5. Für die Risiken Tod und Invalidität kann PRESV beim Beitritt Vorbehalte aus gesundheitlichen Gründen anbringen. PRESV kann von einem Versicherten verlangen, dass er sich zu diesem Zweck auf Kosten von PRESV ärztlich untersuchen lässt. Im Bereich der BVG-Mindestleistungen, die durch die Eintrittsleistung finanziert wurden, haben die Vorbehalte keine Gültigkeit. Die Vorbehalte gelten während höchstens 5 Jahren. Die bei der früheren Vorsorgeeinrichtung abgelaufene Zeit des Vorbehalts ist auf die neue Vorbehaltsdauer anzurechnen. Wird der Versicherte während der Gültigkeitsperiode des Vorbehalts invalid oder stirbt er infolge einer Krankheit, werden die Invaliden- oder Todesfallleistungen der Kasse lebenslänglich auf die Höhe der BVG-Mindestleistungen reduziert.

2.2. Anmeldung und Beginn des Versicherungsschutzes

2.2.1. Die Aufnahme erfolgt ab 1. Januar nach Vollendung des 17. Altersjahrs.

2.2.2. Die Leistungen gemäss dem vorliegenden Reglement sind garantiert :

- vom Tag an, an dem der Arbeitgeber eines Versicherten PRESV beitrifft und damit Mitglied wird;
- vom Tag an, an dem die betreffende Person aufgrund der Anstellung die Arbeit antritt oder hätte antreten sollen, in jedem Falle aber zum Zeitpunkt, an dem sie sich auf den Weg zur Arbeit begibt, d. h. vom Zeitpunkt an, in dem sie anspruchsberechtigt wird.

2.3. Übertragung von Freizügigkeitsleistungen beim Eintritt in PRESV

2.3.1. Die von der Vorsorgeeinrichtung des bisherigen Arbeitgebers geschuldete Freizügigkeitsleistung ist an PRESV zu überweisen. Sie wird zur Erhöhung des Altersguthabens verwendet.

Falls diese Freizügigkeitsleistung nicht vollumfänglich in Anspruch genommen wird, kann der Versicherte den verbleibenden Betrag für die Errichtung einer Freizügigkeitspolice oder die Eröffnung eines Freizügigkeitskontos verwenden.

2.3.2. Der neue Mitarbeiter muss seine Freizügigkeitsleistung an PRESV überweisen. Der neue Arbeitgeber hat ihn über diese Verpflichtung zu informieren. Ausserdem müssen sämtliche Informationen über seine persönliche Situation im Vorsorgebereich mitgeteilt werden, d.h. :

- den Betrag der Freizügigkeitsleistung, die für ihn überwiesen wird, den Betrag des BVG-Altersguthabens sowie, sofern er mehr als 50 Jahre alt ist, den Betrag der im Alter 50 erworbenen Freizügigkeitsleistung;
- wenn er verheiratet ist, den Betrag der Freizügigkeitsleistung, auf die er zum Zeitpunkt seiner Heirat Anspruch gehabt hätte;

- gegebenenfalls den Betrag, den der Versicherte im Rahmen der Wohneigentumsförderung aus der Vorsorgeeinrichtung eines früheren Arbeitgebers vorbezogen hat und der bei Beendigung des Arbeitsverhältnisses noch nicht zurückerstattet worden ist; Angaben über das betreffende Wohneigentum sowie das Datum des Vorbezugs;
- gegebenenfalls den Betrag, der im Rahmen der Wohneigentumsförderung verpfändet wurde, Angaben über das betreffende Wohneigentum sowie den Namen des Pfandgläubigers;
- gegebenenfalls die Beträge und die Daten von freiwilligen Einkäufen in den letzten drei Jahren vor dem Beitritt zur Kasse.

Der neue Arbeitgeber ist nicht befugt, die Einwilligung zu geben, dass die Freizügigkeitsleistung bei der bisherigen Vorsorgeeinrichtung verbleibt.

2.3.3. Der Arbeitnehmer kann Beiträge als Einkauf leisten, wenn sein gemäss Ziffer 4.3.3. berechnetes Altersguthaben unter Anrechnung aller eingebrachten Freizügigkeitsleistungen kleiner ist als dasjenige, das sich bei einer vollen Anschlussdauer ab dem Mindestalter des Versicherten ergeben würde, wobei der Höchstbeitrag der Differenz zwischen diesen beiden Beträgen entspricht.

Die Möglichkeit des steuerlichen Abzugs eines solchen Einkaufs richtet sich nach den Bestimmungen der eidgenössischen und kantonalen Steuerverwaltungen. PRESV garantiert keine Abzugsmöglichkeit der an sie überwiesenen Einlagen.

2.4. Einkauf fehlender Leistungen

2.4.1. Bestimmung des Einkaufsbetrags

Der Arbeitnehmer kann Beiträge als Einkauf fehlender Leistungen einzahlen. Der Einkaufsbetrag entspricht - unter Beachtung der gesetzlichen Begrenzung (vgl. Ziff. 2.4.3.) - den theoretischen früheren Spargutschriften mit einem Zins von höchstens 2%, abzüglich des vorhandenen Altersguthabens.

Der hierzu erforderliche Einkaufsentscheid kann beim Eintritt in die Vorsorgeeinrichtung oder später gefällt werden.

Ein Einkauf darf erst vorgenommen werden, wenn Vorbezüge für die Wohneigentumsförderung zurückbezahlt sind. Vorbehalten bleiben die Fälle, in denen eine Rückzahlung des Vorbezugs für die Wohneigentumsförderung gemäss Artikel 8.1.3. nicht mehr zulässig ist sowie die Wiedereinkäufe im Falle der Ehescheidung.

2.4.2. Tabelle zur Berechnung des maximalen Einkaufsbetrags

Die Tabelle zur Berechnung des maximalen Einkaufsbetrags ist in Anhang III. dargestellt.

2.4.3. Für Personen, die aus dem Ausland zuziehen und noch nie einer Vorsorgeeinrichtung in der Schweiz angehört haben, darf in den ersten fünf Jahren nach Eintritt in eine schweizerische Vorsorgeeinrichtung die jährliche Einkaufssumme 20% des beitragspflichtigen Lohns gemäss Artikel 3.2. nicht überschreiten. Nach Ablauf der fünf Jahre kann sich der Versicherte in die vollen reglementarischen Leistungen gemäss Artikel 2.4.1. einkaufen.

2.4.4. Der Höchstbetrag der Einkaufssumme reduziert sich um ein Guthaben in der Säule 3a, soweit es die aufgezinste Summe der jährlichen gemäss Artikel 7 Absatz 1 Buchstabe a der Verordnung vom 13. November 1985 über die steuerliche Abzugsberechtigung für Beiträge an anerkannte Vorsorgeformen vom Einkommen höchstens abziehbaren Beiträge ab vollendetem 24. Altersjahr der versicherten Person übersteigt. Bei der Aufzinsung kommen die jeweils gültigen BVG-Mindestzinssätze zur Anwendung.

Hat eine versicherte Person Vorsorgeguthaben, die in der bisherigen Vorsorgeeinrichtung verbleiben, oder Freizügigkeitsguthaben, die sie nicht nach den Artikeln 3 und 4 Absatz 2bis FZG in eine Vorsorgeeinrichtung übertragen musste, reduziert sich der Höchstbetrag der Einkaufssumme um diesen Betrag.

Für eine versicherte Person, die bereits Altersleistungen bezieht oder bezogen hat und die in der Folge die Erwerbstätigkeit wieder aufnimmt oder ihren Beschäftigungsgrad wieder erhöht, reduziert sich der Höchstbetrag der Einkaufssumme im Umfang der bereits bezogenen Altersleistungen.

- 2.4.5. Die aus einem Einkauf resultierenden Leistungen dürfen erst nach Ablauf von drei Jahren ab dem Datum des Einkaufs in Kapitalform ausbezahlt werden. Wenn in den drei Jahren vor einem Antrag auf Kapitalauszahlung Einkäufe getätigt wurden, ist es ratsam, sich vorab an die Steuerbehörde zu wenden, um die steuerlichen Folgen abzuklären. Vorbehalten bleiben Fälle von Leistungseinkäufen infolge einer Ehescheidung.

2.5. Eröffnung eines VP-Kontos

Ein aktiver Versicherter kann ein zusätzliches Sparkonto für die vorzeitige Pensionierung eröffnen (VP-Konto). Dieses dient dazu, die Kürzung der Altersleistungen beim Vorbezug auszugleichen. Das VP-Konto wird durch Einkäufe des Versicherten (persönliche Einlagen und Überschüsse der Freizügigkeitsleistung) sowie allfällige Zuwendungen geöffnet. Es wird wie das Altersguthaben gemäss Art. 4.3.3. verzinst.

Die Einkäufe des Versicherten können dem VP-Konto nur gutgeschrieben werden, wenn das Altersguthaben den in Artikel 2.4.1. definierten Höchstbetrag erreicht hat.

Bei einem Vorbezug im Rahmen einer Scheidung oder der Wohneigentumsförderung wird in erster Linie das VP-Konto verwendet, anschliessend das Altersguthaben des Versicherten. Eine allfällige Rückerstattung wird in erster Linie dem Altersguthaben zugewiesen.

Bei Versicherten, die das Alter der vorzeitigen Pensionierung erreicht haben und deren VP-Konto die maximale Toleranz überschreitet, werden das Altersguthaben und das VP-Konto nicht mehr verzinst und das Altersguthaben nicht mehr mit Sparbeiträgen gemäss Artikel 5.3. geöffnet. Die Toleranzgrenze entspricht 5% des auf die Zusatzrente entfallenden versicherten Lohns.

2.5.1. Berechnungsmethode

Die persönliche Einlage auf das VP-Konto darf die Differenz zwischen dem maximal möglichen Betrag und dem zum Zeitpunkt des Einkaufs vorhandenen Betrags des VP-Kontos nicht übersteigen.

Der maximal mögliche Betrag des VP-Kontos entspricht :

- der Differenz zwischen der Altersrente im ordentlichen Rücktrittsalter und der vorzeitigen Altersrente im Alter von 58 Jahren, dividiert durch den Umwandlungssatz für das erstmögliche vorzeitige Pensionierungsalter und diskontiert mit dem technischen Zinssatz bis zum Alter der versicherten Person am Tag des Einkaufs.

Die Tabellen in Anhang IV. zeigen den maximalen Betrag des VP-Kontos als Prozentsatz des versicherten Lohns und die Toleranz in Prozent des besten versicherten Lohns der letzten zehn Jahre. Überschreitet das VP-Konto nach dem vollendeten 58. Lebensjahr die Toleranz, gibt es keine Verzinsungen oder Spargutschriften mehr auf dem Altersguthaben und auf dem VP-Konto.

III. Definitionen und allgemeine Bestimmungen

3.1. Altersbestimmung

Als massgebendes Alter im Sinne des vorliegenden Reglements gilt die Differenz zwischen dem Kalenderjahr und dem Geburtsjahr.

3.2. Versicherter Lohn

Als versicherter Lohn gilt der effektive AHV-Jahreslohn. Er entspricht jedoch höchstens 200% des UVG-Höchstbetrags. Mutterschaftsentschädigung, Taggelder bei Krankheit, Unfall und Militärdienst gehören ebenfalls zum versicherten Lohn.

Bei einer Lohnreduktion nach dem 58. Altersjahr, die nicht mit einer Teilpensionierung verbunden ist, nimmt die Stiftung auf Antrag der versicherten Person einen Zusatzlohn bis zum letzten versicherten Lohn an und legt die Bedingungen für die Zahlung der entsprechenden Beiträge im Einvernehmen mit dem Arbeitgeber fest. Die Fortzahlung endet mit dem Pensionierungsalter. Die Reduktion darf höchstens die Hälfte betragen.

3.3. Rücktrittsalter und flexibler Altersrücktritt

- 3.3.1. Das Rücktrittsalter entspricht dem Referenzalter der AHV.
- 3.3.2. Bleibt ein Versicherter im Einverständnis mit dem Arbeitgeber über das Rücktrittsalter hinaus in einem Arbeitsverhältnis, kann die Vorsorge bis zur Vollendung des 70. Altersjahrs weitergeführt werden. Der Versicherte wird als Aktiver weitergeführt. Auf Antrag des Versicherten zahlen dieser und der Arbeitgeber Beiträge, damit die Weiterführung eine Erhöhung der versicherten Leistungen bewirkt.
- 3.3.3. Der aktive Versicherte, der ab dem vollendeten 58. Lebensjahr jegliche Erwerbstätigkeit aufgibt, erhält seine entsprechend gekürzte Altersleistung. Falls der Versicherte weiterhin arbeitet oder bei der Arbeitslosenkasse angemeldet ist, bleibt Artikel 7.3.1. vorbehalten.
- Er kann ebenfalls die Ausrichtung einer Teil-Altersrente verlangen, falls sein anrechenbarer Jahreslohn um mindestens 20% abnimmt. Der Pensionierungsgrad entspricht dem Verhältnis zwischen der Kürzung des Jahreslohns und dem ungekürzten Jahreslohn. Die Teilpensionierung kann in maximal drei Schritten erfolgen.
- 3.3.4. Der Arbeitgeber kann sich einem System für die vorzeitige Pensionierung anschliessen. Die Anwendungsbestimmungen figurieren im RETASV-Reglement (Stiftung für die vorzeitige Pensionierung des Walliser Gesundheitssektors).
- 3.3.5. Begünstigte von RETASV-Leistungen können ihre Altersrente auf das Referenzalter der AHV aufschieben. Altersleistungen in Kapitalform können nicht aufgeschoben werden, ausser bei verbleibender Erwerbstätigkeit, die bei PRESV versichert ist. Das Altersguthaben wird am Tag des Rentenbeginns zu den zu diesem Zeitpunkt gültigen Umwandlungssätzen in eine Rente umgewandelt. Das Gleiche gilt im Falle des Todes während der Aufschubzeit für die Bestimmung der Ehegattenrente.

3.4. Geltendmachung des Anspruchs und Fälligkeit der Leistungen

3.4.1. Zur Geltendmachung eines Anspruchs auf Versicherungsleistungen sind die folgenden Unterlagen einzureichen :

Im Todesfall :

- ein amtlicher Todesschein;
- ein ärztliches Todesfallzeugnis oder eine amtliche Bescheinigung über die Ursache und die Umstände des Todesfalls;
- ein Auszug aus dem Familienbüchlein oder ein anderes amtliches Dokument über die Identität der Bezugsberechtigten.

Im Falle einer Invalidität :

- ein ärztliches Zeugnis, das Aufschluss gibt über den Beginn der Erwerbsunfähigkeit, über deren Grad sowie über die Natur, die Entwicklung und den voraussichtlichen Verlauf des Leidens, auf das die Erwerbsunfähigkeit zurückzuführen ist;
- die Rentenverfügung der eidgenössischen Invalidenversicherung (IV).

3.4.2. Zahlung der Leistungen und Rückerstattung

Die Renten werden in der Regel monatlich ausbezahlt. Sie werden an die vom Anspruchsberechtigten genannte Adresse auf ein Bank- oder Postkonto ausbezahlt.

PRESV verlangt alle Dokumente zur Einsicht, die den Anspruch auf Leistungen beweisen. Verweigert der Empfänger, sich dieser Pflicht zu unterziehen, ist PRESV berechtigt, die Leistungszahlungen einzustellen.

Müssen im Falle von Tod oder Invalidität Leistungen erbracht werden, nachdem die Austrittsleistung bereits überwiesen worden ist, muss diese von der betreffenden Vorsorgeeinrichtung einschliesslich Zinsen seit Eingang zurückerstattet werden. Erfolgt keine Rückerstattung, werden die Hinterlassenen- oder Invalidenleistungen zurückbehalten oder um den fehlenden Betrag einschliesslich Verzugszinsen in der Höhe des BVG-Mindestzinssatzes zuzüglich 1% so lange gekürzt, bis der Betrag vollständig amortisiert ist.

Unrechtmässig bezogene Leistungen sind zurückzuerstatten. Von der Rückforderung kann abgesehen werden, wenn der Leistungsempfänger gutgläubig war und die Rückforderung zu einer grossen Härte führen würde. PRESV bestimmt den zurückzuerstattenden Betrag und teilt ihn dem Schuldner mit eingeschriebenem Brief mit. Unterbleibt eine Rückerstattung, kann PRESV den Anspruch auf Leistungen mit dem ungerechtfertigt bezogenen Betrag verrechnen. PRESV ist berechtigt, die Verrechnung zwischen der Rückerstattungsforderung und dem zukünftigen Leistungsanspruch, einschliesslich Renten, jeden Monat anzugeben.

PRESV kann vom invaliden Versicherten oder von den Hinterbliebenen des verstorbenen Versicherten verlangen, dass sie ihre Ansprüche im Ausmass der Leistungen der Stiftung gegenüber einem Dritten, der für den Invaliditäts- oder Todesfall haftpflichtig ist, abtreten, sofern die Kasse nicht in Anwendung des BVG in die Ansprüche des Versicherten, seiner Hinterbliebenen und der anderen Anspruchsberechtigten gemäss Artikel 42 BVG tritt. Sie ist berechtigt, ihre Leistungen einzustellen, bis diese Abtretung erfolgt ist.

Kürzt, entzieht oder verweigert die AHV/IV eine Leistung, weil der Anspruchsberechtigte den Tod oder die Invalidität durch sein eigenes schweres Verschulden herbeigeführt hat oder weil sich der Versicherte einer Wiedereingliederungsmassnahme der IV widersetzt, kann der Stiftungsrat die Leistungen von PRESV kürzen. Die Kürzung darf jedoch das von der AHV/IV beschlossene Ausmass nicht übersteigen.

Die Leistungen der Stiftung können vor deren Fälligkeit weder abgetreten noch verpfändet werden. Vorbehalten bleibt die Verpfändung im Rahmen der Wohneigentumsförderung. Der Anspruch auf Leistungen kann mit Forderungen, die der Arbeitgeber an PRESV abgetreten hat, nur verrechnet werden, wenn es sich bei diesen Forderungen um Beiträge handelt, die nicht vom Lohn abgezogen wurden.

Die Bestimmungen von Artikel 41 BVG betreffend Verjährung sind anwendbar.

- 3.4.3. Alle Leistungen, die gemäss dem vorliegenden Reglement fällig werden, kommen nach den Bestimmungen des Kapitels IV. zur Auszahlung, auch wenn die Bezugsberechtigten das Erbe ausgeschlagen haben.

3.4.4. Verzugszinsen

Auf allen Leistungen sind nach Ablauf einer Frist von 24 Monaten seit Entstehung des Anspruchs Verzugszinsen geschuldet, frühestens jedoch 12 Monate nach Geltendmachung des Anspruchs, sofern die versicherte Person die ihr zukommende Mitwirkungspflicht vollumfänglich erfüllt hat. Die Höhe der Verzugszinsen entspricht dem BVG-Mindestzinssatz zuzüglich 1%.

3.5. Weiterversicherung gemäss Art. 47a BVG nach einer Entlassung nach dem 58. Altersjahr

- 3.5.1. Kündigt der Arbeitgeber das Arbeitsverhältnis einer versicherten Person nach Vollendung des 58. Lebensjahrs, kann die versicherte Person die Weiterführung des Versicherungsschutzes bis spätestens zum gesetzlichen Rentenalter (Art. 3.3.1.) beantragen. Die Fortsetzung der Versicherung kann nach Wahl des Versicherten auf eine Risikoversicherung beschränkt werden.
- 3.5.2. Auf Antrag des Versicherten kann ein tieferer Lohn als der zuvor versicherte Lohn versichert werden. Der versicherte Lohn darf jedoch nicht unter der in Ziffer 2.1.1. genannten Eintrittsschwelle liegen.
- 3.5.3. Die versicherte Person hat die Stiftung spätestens 30 Tage nach dem Vertragsende schriftlich über die Weiterführung der Versicherung und den zu versichernden Lohn zu informieren.
- 3.5.4. Die versicherte Person kann den Versicherungsumfang und die Höhe des versicherten Lohns höchstens einmal pro Kalenderjahr ändern.
- 3.5.5. Der Versicherte muss die gesamten Arbeitnehmer- und Arbeitgeberbeiträge übernehmen. Der Versicherte zahlt die Beiträge monatlich direkt an die Vorsorgestiftung. Falls sich die Vorsorgestiftung in Unterdeckung befindet, können von der versicherten Person der Arbeitnehmeranteil der Sanierungsbeiträge gemäss Artikel 5.5. verlangt werden.
- 3.5.6. Die versicherte Person kann die Weiterversicherung jederzeit zum Ende des Folgemonats kündigen. Nach dem ersten Zahlungsverzug von mehr als 60 Tagen wird die Sparversicherung gekündigt; es verbleibt nur die Risikoabsicherung. Die Vorsorgestiftung kann die Weiterversicherung nur

bei ausstehenden Risikobeiträgen kündigen. Die Versicherung endet bei Eintritt des Risikos Tod oder Invalidität oder bei Erreichen des reglementarischen Referenzalters. Bei Eintritt in eine neue Vorsorgeeinrichtung endet sie, wenn in der neuen Einrichtung mehr als zwei Drittel der Austrittsleistung für den Einkauf in die vollen reglementarischen Leistungen benötigt werden.

3.5.7. Wenn die Weiterversicherung länger als zwei Jahre gedauert hat, darf die Altersleistung nur noch als Rente bezogen werden, und die Austrittsleistung darf nicht mehr für die Wohneigentumsförderung verwendet werden.

3.5.8. Kündigt ein Arbeitgeber seine Mitgliedschaft bei PRESV, müssen die weiterhin versicherten Personen zusammen mit ihrem ehemaligen Arbeitgeber in die neue Vorsorgeeinrichtung überführt werden. Ohne Zustimmung zu diesem Punkt ist die Kündigung unwirksam.

IV. Vorsorgeleistungen

4.1. Risikovorsorge und Altersvorsorge

4.1.1. Ab dem 1. Januar nach Vollendung des 17. Lebensjahres sind Arbeitnehmer gegen die Risiken Tod und Invalidität versichert. Das Alter, ab dem ein Altersguthaben und ein Todesfallkapital geäufnet werden, hängt vom Plan ab, dem der Arbeitgeber beigetreten ist. Siehe Art. 5.3.

4.2. Versicherte Leistungen

4.2.1. PRESV richtet folgende Versicherungsleistungen aus :

- bei Erreichen des Rücktrittsalters :
 - ◆ eine lebenslängliche Altersrente und/oder ein Alterskapital;
und/oder eine lebenslange Rente mit Rückgewähr;
 - ◆ eine Pensionierten-Kinderrente;
- beim Tod des Versicherten :
 - ◆ eine Ehegattenrente;
 - ◆ eine Waisenrente;
 - ◆ ein Todesfallkapital;

- bei teilweiser oder voller Invalidität :
 - ◆ eine Invalidenrente;
 - ◆ eine Invaliden-Kinderrente;
 - ◆ die Beitragsbefreiung.
- für geschiedene Ehegatten und getrennte Partner nach Auflösung einer eingetragenen Partnerschaft :
 - ◆ eine Scheidungsrente;
- sowie :
 - ◆ eine Freizügigkeitsleistung;
 - ◆ eine Leistung im Rahmen der Wohneigentumsförderung;
 - ◆ eine Leistung bei Scheidung.

4.2.2. Mit Ausnahme des Alterskapitals gemäss Ziffer 4.3.5. und des Todesfallkapitals gemäss Ziffer 4.4.5. werden die Leistungen in Rentenform ausgerichtet. PRESV kann jedoch anstelle der Rente eine Kapitalabfindung ausrichten, wenn die lebenslängliche Altersrente oder die Invalidenrente weniger als 10%, die Invaliden-Kinderrente, die Waisenrente oder die Pensionierten-Kinderrente weniger als 2%, oder die Witwen- bzw. Witwerrente weniger als 6% der minimalen AHV-Rente beträgt.

4.3. Leistungen im Alter

4.3.1. Ein Altersguthaben wird fällig, wenn der Versicherte das Rücktrittsalter gemäss Ziffer 3.3.1. erreicht.

4.3.2. Dieses Altersguthaben wird mittels Spareinlagen auf einem, auf den Namen des Versicherten bei PRESV eröffneten, individuellen Konto gebildet. PRESV verwaltet die ihr anvertrauten Kapitalien autonom und unter eigener Verantwortung.

4.3.3. Das beim Rücktrittsalter vorhandene Altersguthaben entspricht für jeden Versicherten der Kumulierung eines jährlichen Sparbeitrags (siehe Ziffer 5.3.1.). Dieser ist während der ganzen Dauer der Zugehörigkeit zum Hauptplan von PRESV zu entrichten. Das Altersguthaben wird jährlich nachschüssig verzinst zu einem Zinssatz, der durch den Stiftungsrat festgelegt wird.

Der Zinssatz wird durch den Stiftungsrat nach Absprache mit dem Experten für berufliche Vorsorge im Rahmen der finanziellen Möglichkeiten der Stiftung und unter Berücksichtigung der gesetzlichen Mindestanforderungen des BVG bestimmt.

Am Ende des Geschäftsjahres setzt der Stiftungsrat den prospektiven Zinssatz für das Folgejahr fest.

Bei Sanierungsmassnahmen kann der Stiftungsrat den Zinssatz unter Anwendung des Anrechnungsprinzips bis auf 0% festsetzen, sofern die gesetzlichen Mindestanforderungen des BVG eingehalten werden.

In der Schattenrechnung wird das BVG-Altersguthaben unabhängig von der finanziellen Situation der Stiftung mit dem BVG-Mindestzinssatz verzinst. Im Gegenzug wird derjenige Zins, der über dem BVG-Mindestzins liegt, ausschliesslich dem überobligatorischen Teil des reglementarischen Sparguthabens gutgeschrieben, der im Fall einer Teilliquidation mit Unterdeckung gegebenenfalls gekürzt werden kann.

- 4.3.4. Das bei Erreichen des Rücktrittsalters bzw. zum Zeitpunkt des tatsächlichen Altersrücktritts angesammelte Altersguthaben samt Zinsen wird dem Versicherten in eine sofort beginnende lebenslängliche Altersrente umgewandelt, die so lange ausbezahlt wird, als der Versicherte lebt.

Die aus dem Altersguthaben hervorgehende lebenslängliche Rente wird zu einem Umwandlungssatz berechnet, der beim Rücktrittsalter gemäss Anhang II. Ziff. 2.1. festgelegt ist.

Im Gegenzug zu einer Reduktion des Umwandlungssatzes gemäss Anhang II. – Ziff. 2.3. kann die lebenslängliche Altersrente mit einer abnehmenden Rückgewährgarantie, die über 15 Jahre läuft, kombiniert werden. Verstirbt der Rentenbezüger innerhalb von 180 Monaten seit Beginn der Rentenauszahlung, wird das angesparte umgewandelte Guthaben ohne Zinsen zurückerstattet unter Abzug von 1/180 für jeden Monat, in dem die Rente ausbezahlt worden ist. Für die Bestimmung der Begünstigten gilt Art. 4.4.6.

Für diejenigen Altersrenten, die ab 1.1.2015 fällig werden, und sofern der Deckungsgrad gemäss BVV2 per 31. Dezember des vorherigen Kalenderjahres 100% oder mehr beträgt, wird eine 13. Altersrente bezahlt, die einem Zwölftel der garantierten jährlichen Altersrente entspricht. Bei einem Deckungsgrad zwischen 95% und 100% wird der Stiftungsrat zum gegebenen Zeitpunkt darüber entscheiden, ob die 13. Altersrente wegfällt oder nur teilweise reduziert wird.

- 4.3.5. Der Versicherte kann die teilweise oder vollständige Kapitalauszahlung seines Altersguthabens verlangen, sofern er sein Begehren mindestens drei Monate im Voraus stellt. Die Altersrente wird dementsprechend gekürzt. Die Zahlung in Raten ist ausgeschlossen. Der Empfänger einer Invalidenrente kann die gleiche Wahl treffen, sofern er seinen Willen mindestens zwölf Monate im Voraus bekannt gibt.

Ist der Versicherte verheiratet oder lebt in eingetragener Partnerschaft, muss die Erklärung ebenfalls vom Ehegatten oder vom eingetragenen Partner unterzeichnet werden.

Hat der Versicherte die Leistung in Kapitalform bezogen, kann er gegenüber PRESV keine weiteren Ansprüche mehr geltend machen. Er verzichtet namentlich auf eine spätere Anpassung an die Preisentwicklung auf den Kapitalbezug.

- 4.3.6. Die Pensionierten-Kinderrenten werden fällig, wenn der Begünstigte von Altersrenten Kinder hat, die gemäss dem Reglement Anspruch auf eine Waisenrente haben.

Die Pensionierten-Kinderrente beträgt, pro Kind, 20% der laufenden lebenslänglichen Altersrente.

- 4.3.7. Der Kreis der Kinder, für die Anspruch auf Pensionierten-Kinderrenten besteht, ist in Ziffer 4.4.8. (Waisenrenten) angegeben.
- 4.3.8. Lässt sich der Versicherte während des Scheidungsverfahrens teilweise oder vollumfänglich pensionieren, kann PRESV die Austrittsleistung und die Altersleistungen des ausgleichsverpflichteten Ehegatten im Rahmen von Art. 19g der Freizügigkeitsverordnung (FZV) reduzieren.

- 4.3.9. Bei Scheidung eines Versicherten, der eine Altersrente bezieht, wird die Altersrente gemäss Scheidungsurteil geteilt. Der obligatorische und ein allfälliger überobligatorischer Anteil der Altersrente werden in dem Verhältnis, das sie zur gesamten Rente des ausgleichsverpflichteten Ehegatten aufweisen, gekürzt.

Der Anspruch auf eine Pensionierten-Kinderrente, der zum Zeitpunkt der Einleitung des Scheidungsverfahrens besteht, bleibt unverändert.

Der ausgleichsberechtigte Ehegatte hat Anspruch auf eine lebenslange Rente gemäss Art. 124a ZGB. Die Modalitäten sind in Art. 4.8. geregelt.

4.4. Leistungen im Todesfall

- 4.4.1. Stirbt ein aktiver Versicherter oder ein Invalid, wird eine lebenslängliche Ehegattenrente fällig. Sie beträgt

- bei Todesfall vor Erreichen des Rücktrittsalters 25% des versicherten Lohns; massgebend ist der versicherte Lohn, der bei PRESV während den 12 Monaten vor dem Todesfall versichert war;
- bei Todesfall nach Erreichen des Rücktrittsalters 60% der laufenden lebenslänglichen Altersrente.
- bei Todesfall nach einer vorzeitigen Pensionierung RETASV 60% der lebenslänglichen Altersrente, die zum Zeitpunkt des Endes desjenigen Monats, in dem der Tod erfolgte, ausgerichtet worden wäre, unter Abzug der Altersleistung, die in Kapitalform ausgerichtet worden ist.

- 4.4.2. Die lebenslängliche Rente wird an den überlebenden Ehegatten des verstorbenen Versicherten ausgerichtet, sofern der überlebende Ehegatte beim Tode des Versicherten

- für den Unterhalt eines oder mehrerer Kinder aufkommen muss;
- oder das 45. Altersjahr zurückgelegt hat und die Ehe mindestens fünf Jahre gedauert hat. Die Jahre des Zusammenlebens vor der Eheschliessung werden bei der Berechnung der Frist von 5 Jahren berücksichtigt.

Erfüllt der Ehegatte keine dieser Voraussetzungen, erhält er eine einmalige Abfindung von drei Jahresrenten.

Die lebenslängliche Rente erlischt bei Wiederverheiratung oder Todesfall des rentenberechtigten Ehegatten.

- 4.4.3. Ist der Ehegatte mehr als 10 Jahre jünger als der Verstorbene, wird die lebenslängliche Rente für jedes Jahr, um das die Altersdifferenz 10 Jahre übersteigt, um 1% gekürzt.

Die so ermittelte lebenslängliche Rente kann jedoch nicht kleiner sein als die Rente, auf die gemäss BVG Anspruch besteht.

PRESV schiesst eine auf das BVG-Minimum beschränkte Ehegattenrente vor, falls die für die Leistungszahlung zuständige Vorsorgeeinrichtung noch nicht feststeht und falls der Versicherte zuletzt an PRESV angeschlossen war. Stellt sich später heraus, dass PRESV nicht leistungspflichtig ist, verlangt sie bei der leistungspflichtigen Einrichtung die Rückerstattung der vorgeschossenen Leistungen.

- 4.4.4. Der geschiedene Ehegatte ist nach dem Tod des Versicherten dem überlebenden Ehegatten gleichgestellt, sofern die Ehe mindestens 10 Jahre gedauert hat und ihm aufgrund eines Scheidungsurteils eine Rente nach Art. 124e Abs. 1 oder 126 Abs. 1 ZGB (oder im Falle eines ehemaligen eingetragenen Partners aufgrund von Art. 34 Abs. 2 und 3 des Partnerschaftsgesetzes vom 18. Juni 2004) zugesprochen wurde. Kein Anspruch auf eine Rente besteht, wenn dem geschiedenen Ehegatten im Scheidungsurteil eine Rente aufgrund von Art. 124a ZGB zugesprochen worden ist.

Der Betrag der an den geschiedenen Ehegatten ausbezahlten Jahresrente entspricht der entgangenen Rente abzüglich allfällige, durch andere Versicherungseinrichtungen, namentlich durch die AHV/IV, erbrachte Leistungen, höchstens jedoch dem Betrag der Ehegattenrente gemäss BVG-Minimum. Hinterlassenen-Renten der AHV werden dabei nur so weit angerechnet, als sie höher sind als ein eigener Anspruch auf eine Invalidenrente der IV oder eine Altersrente der AHV. Der Anspruch des geschiedenen überlebenden Ehegattens auf Hinterlassenenleistungen besteht, solange die Rente aufgrund des Scheidungsurteils geschuldet gewesen wäre.

- 4.4.5. Stirbt ein aktiver oder invalider Versicherter vor Erreichen der Pensionierung, wird ein Todesfallkapital fällig. Bei einer vorzeitigen Pensionierung RETASV wird kein Todesfallkapital ausgerichtet. Das Todesfallkapital entspricht der Freizügigkeitsleistung am Ende des Todesmonats.
- 4.4.6. Der Kreis der Begünstigten für das Todesfallkapital wird unabhängig vom Erbrecht und von testamentarischen Verfügungen wie folgt definiert :
- a) der überlebende Ehegatte, bei dessen Fehlen,
 - b) die Kinder des Versicherten, die Anspruch auf eine Waisenrente von PRESV haben, zu gleichen Teilen, bei Fehlen von Begünstigten gemäss lit. c) die Kinder des Versicherten gemäss lit. d), jedoch nur zu gleichen Teilen mit den Waisen, bei deren Fehlen,
 - c) die natürlichen Personen, für deren Unterhalt der Verstorbene zum Zeitpunkt seines Todes aufkam, zu gleichen Teilen, sofern der Versicherte gegenüber PRESV den Unterhalt zu seinen Lebzeiten schriftlich nachgewiesen hat und diese Personen einen Nachweis erbringen, der vom Stiftungsrat zum Zeitpunkt der Gewährung des Todesfallkapitals als überzeugend beurteilt wird; bei deren Fehlen,
 - d) die Kinder des Versicherten, die keine Waisenrente von PRESV beziehen, zu gleichen Teilen, bei deren Fehlen,
 - e) bis zur Hälfte des Todesfallkapitals der Vater und die Mutter zu gleichen Teilen, bei deren Fehlen, die Geschwister und ihre Nachkommen zu gleichen Teilen.

Der Versicherte teilt PRESV die einzelnen begünstigten Personen gemäss lit. c) bis e) schriftlich mit unter Angabe des auf jeden Begünstigten entfallenden Anteils. Liegt keine schriftliche Mitteilung vor, werden die Anspruchsberechtigten gemäss der Reihenfolge von lit. a) bis e) bestimmt. Fehlen Angaben des Versicherten, wird das Todesfallkapital zu gleichen Teilen unter die Begünstigten der gleichen Gruppe aufgeteilt. Der Versicherte kann die spezielle Begünstigungsordnung jederzeit widerrufen. In einem solchen Fall tritt die reglementarische Begünstigungsordnung wieder in Kraft.

Liegen keine Begünstigten vor, verfällt das Todesfallkapital an PRESV.

4.4.7. Die Kinder des Versicherten haben Anrecht auf eine Waisenrente.

Die jährliche Waisenrente beträgt pro Kind :

- 8% des versicherten Lohns, wenn der Versicherte vor Erreichen des Rücktrittsalters stirbt; massgebend ist der versicherte Lohn, der bei PRESV während den 12 Monaten vor dem Todesfall versichert war;
- 12% des versicherten Lohns, wenn der Vater und die Mutter vor Erreichen des Rücktrittsalters sterben; massgebend ist der versicherte Lohn, der bei PRESV während den 12 Monaten vor dem Todesfall versichert war;
- 20% der laufenden lebenslänglichen Altersrente, wenn der Versicherte nach Erreichen des Rücktrittsalters stirbt;
- 30% der laufenden lebenslänglichen Altersrente, wenn der Vater und die Mutter nach Erreichen des Rücktrittsalters sterben.

4.4.8. Kinder, für die Anspruch auf die Waisenrente besteht, sind :

- die leiblichen und adoptierten Kinder des Versicherten;
- die Pflegekinder des Versicherten im Sinne von Art. 49 der Vollzugsverordnung über die Alters- und Hinterlassenenversicherung;
- die zum Zeitpunkt des Todes ganz oder überwiegend unterhaltenen Stiefkinder des Versicherten.

4.4.9. Der Anspruch auf die Waisenrenten erlischt, wenn das Kind das Alter von 18 Jahren erreicht oder mit seinem Tod.

Für Kinder, die sich gemäss Wegleitung zu den AHV-Renten in Ausbildung befinden oder die invalid sind, erlischt der Anspruch auf eine Kinderrente mit dem Abschluss des Studiums, der Lehre oder mit dem Ende der Invalidität, spätestens jedoch am Ende des Monats, in dessen Verlauf sie das 25. Altersjahr vollenden.

Stirbt ein anspruchsberechtigtes Kind, erlischt die Waisenrente am Ende des Sterbemonats.

PRESV schießt eine auf das BVG-Minimum beschränkte Waisenrente vor, falls die für die Leistungszahlung zuständige Vorsorgeeinrichtung noch nicht feststeht und falls der Versicherte zuletzt an PRESV angeschlossen war. Stellt sich später heraus, dass PRESV nicht leistungspflichtig ist, verlangt sie bei der leistungspflichtigen Einrichtung die Rückerstattung der vorgeschossenen Leistungen.

4.4.10. Begriff des Lebenspartners

Als Lebenspartner im Sinne dieses Reglements gilt, wer die folgenden Bestimmungen kumulativ erfüllt (auch unter Personen des gleichen Geschlechts) :

- a) nicht verheiratet ist (mit dem Versicherten oder einer anderen Person);
- b) nicht mit dem Versicherten im Sinne von Artikel 95 ZGB verwandt ist;
- c) mit dem Versicherten während mindestens 5 Jahren ununterbrochen eine Lebensgemeinschaft unmittelbar vor dem Tod geführt hat oder für eines oder mehrere gemeinsame Kinder aufkommen muss.

Die antragstellende Person hat PRESV den Beweis dafür zu erbringen, dass sie die oben aufgeführten Bedingungen erfüllt oder nicht.

Die Bezeichnung muss aus einem Vertrag für die eheähnliche Lebensgemeinschaft hervorgehen, der zwischen den Lebenspartnern abgeschlossen und insbesondere notariell oder durch eine andere geeignete Person oder am Schalter von PRESV beglaubigt wurde, und der zu Lebzeiten des Versicherten bei PRESV hinterlegt werden muss. Der Versicherte kann die bezeichnete Person jederzeit ändern und muss dies PRESV mittels eingeschriebenen Briefs mitteilen. Der Widerruf erfolgt bei Erhalt des Schreibens.

4.4.11. Ansprüche der Lebenspartner und der registrierten Partner

Die Lebenspartner gemäss Art. 4.4.10. und die registrierten Partner gemäss LPart sind den Ehegatten in Bezug auf die Leistungen im Todesfall gleichgestellt.

4.5. Leistungen bei Invalidität

4.5.1. Wird der Versicherte vor Erreichen der Pensionierung invalid, werden folgende Leistungen erbracht :

- befristete Invalidenrente;
- Invaliden-Kinderrente;
- Befreiung von der Beitragszahlung.

Der Anspruch auf eine befristete Invalidenrente von PRESV beginnt mit dem Anspruch auf eine Rente der IV. Er endet mit dem Anspruch auf eine Rente der IV, spätestens jedoch im ordentlichen Rücktrittsalter; ab diesem Zeitpunkt hat der Versicherte Anspruch auf eine Altersrente.

Die befristete Invalidenrente von PRESV wird jedoch so lange nicht ausbezahlt, als der Versicherte seinen Lohn oder an dessen Stelle Lohnersatzleistungen bezieht, sofern diese Lohnersatzleistungen mindestens 80% des Lohns entsprechen und zu mindestens 50% durch den Arbeitgeber finanziert wurden.

4.5.2. Der Versicherte, der von der IV als invalid anerkannt wird, gilt auch bei PRESV als invalid, sofern er beim Eintritt der Arbeitsunfähigkeit, deren Ursache zur Invalidität geführt hat, bei PRESV versichert war.

PRESV kann innert 30 Tagen nach Eröffnung der IV-Verfügung Einsprache dagegen erheben.

Der von der IV bestimmte Invaliditätsgrad ist für PRESV massgebend.

Bei einer Änderung des Invaliditätsgrads der IV wird der Invaliditätsgrad von PRESV entsprechend angepasst.

Bei vorzeitiger Pensionierung kann der Versicherte von PRESV nicht mehr als invalid anerkannt werden, ausser wenn die Arbeitsunfähigkeit vor dem Rücktritt eingetreten ist.

PRESV schiesst eine auf das BVG-Minimum beschränkte Invalidenrente vor, falls die für die Leistungszahlung zuständige Vorsorgeeinrichtung noch nicht feststeht und falls der Versicherte zuletzt an PRESV angeschlossen war. Stellt sich später heraus, dass PRESV nicht leistungspflichtig ist, verlangt sie bei der leistungspflichtigen Einrichtung die Rückerstattung der vorgeschossenen Leistungen.

4.5.3. Die Höhe der Invaliditätsleistungen wird dem Invaliditätsgrad angepasst. Der Anspruch auf die Leistungen bei Invalidität erlischt, wenn der Invaliditätsgrad weniger als 25% beträgt, bei Erreichen des Rücktrittsalters gemäss Reglement, das zum Zeitpunkt des Beginns der Erwerbsunfähigkeit gültig war, oder mit dem Tod.

4.5.4. Die volle, zeitlich begrenzte Invalidenrente beträgt bei Totalinvalidität 40% des versicherten Lohns. Massgebend ist der versicherte Lohn, der bei PRESV während den 12 Monaten vor der Erwerbsunfähigkeit versichert war.

Die Invalidenrente wird bei Teilinvalidität verhältnismässig zum anerkannten Invaliditätsgrad ausgerichtet.

4.5.5. Bezieht der Versicherte eine Invalidenrente und hat Kinder, die nach diesem Reglement zum Bezug von Waisenrenten berechtigt wären, werden Invaliden-Kinderrenten gewährt.

Die jährliche Invaliden-Kinderrente beträgt, pro Kind, bei Totalinvalidität des Versicherten 8% des versicherten Lohns. Massgebend ist der versicherte Lohn, der bei PRESV während den 12 Monaten vor der Erwerbsunfähigkeit versichert war.

4.5.6. Der Kreis der Kinder, für die Anspruch auf eine Invaliden-Kinderrente besteht, ist in Ziffer 4.4.8. (Waisenrente) angegeben.

4.5.7. Der Anspruch auf die Invaliden-Kinderrente erlischt mit dem Wegfall der Voraussetzungen zum Bezug einer Invalidenrente. Er erlischt zudem, wenn das Kind das Alter von 18 Jahren erreicht bzw. mit seinem vorzeitigen Tod. Der Anspruch auf die Rente besteht jedoch bis zur Vollendung des 25. Altersjahres in den in Ziffer 4.4.9. (Waisenrente) vorgesehenen Fällen.

PRESV schiesst eine auf das BVG-Minimum beschränkte Invaliden-Kinderrente vor, falls die für die Leistungszahlung zuständige Vorsorgeeinrichtung noch nicht feststeht und falls der Versicherte zuletzt an PRESV angeschlossen war. Stellt sich später heraus, dass PRESV nicht leistungspflichtig ist, verlangt sie bei der leistungspflichtigen Einrichtung die Rückerstattung der vorgeschossenen Leistungen.

- 4.5.8. Die Beitragsbefreiung bei Invalidität des Versicherten tritt ein, nachdem die Erwerbsunfähigkeit aus der gleichen Ursache 24 Monate (Wartezeit) gedauert hat. Die Skala für die Befreiung der Sparbeiträge entspricht derjenigen des Basisplans bei Beginn der Erwerbsunfähigkeit. Der Beitragszuschlag gemäss der von der versicherten Person gewählten MAXI-Option ist nicht abgedeckt. Die Beitragsbefreiung erlischt zum selben Zeitpunkt wie die temporäre Invalidenrente.

4.6. Anpassung an die Preisentwicklung

Die Hinterlassenen- und Invalidenrenten sowie die Altersrenten werden im Rahmen der finanziellen Möglichkeiten von PRESV an die Preisentwicklung angepasst. Der Stiftungsrat entscheidet jährlich unter Berücksichtigung der finanziellen Möglichkeiten von PRESV, ob und in welchem Ausmass die Renten angepasst werden müssen. Er hält seinen begründeten Entscheid in der Jahresrechnung oder im Geschäftsbericht fest.

Die BVG-Mindestbestimmungen bleiben vorbehalten.

4.7. Vorpensionierungskonto

Das Vorpensionierungskonto wird bei Pensionierung, Invalidität, Tod oder Austritt fällig. Der erworbene Betrag wird zusätzlich zu den anderen gemäss diesem Reglement bestimmten Leistungen ausgerichtet. Der Betrag des VP-Kontos wird wie folgt ausbezahlt :

- bei Pensionierung : an den Versicherten, entweder in Form einer Erhöhung seiner Altersrente oder in Kapitalform. Wählt der Versicherte die Rente, wird diese nach den technischen Grundlagen der Stiftung bestimmt;

- bei Anspruch auf eine Invalidenrente wird das VP-Konto bis zum Rücktrittsalter weiter von der Stiftung verwaltet. Es kann jedoch ab dem 58. Lebensjahr in bar ausbezahlt werden;
- bei Tod : an den überlebenden Ehegatten, bei dessen Fehlen an die Anspruchsberechtigten des Todesfallkapitals, in Kapitalform;
- im Freizügigkeitsfall : zu Gunsten des Versicherten gemäss Art. 7.3. und folgende.

Das reglementarische Leistungsziel darf in jedem Fall höchstens um 5% überschritten werden.

4.8. Scheidungsrente

- 4.8.1. Bezieht der Versicherte zum Zeitpunkt der Einleitung der Scheidung eine Altersrente und wird er durch den Richter zu einem Vorsorgeausgleich verpflichtet, überweist PRESV dem ausgleichsberechtigten Ehegatten oder seiner Vorsorgeeinrichtung den Rentenanteil, der ihm durch den Richter zugesprochen und der in eine lebenslange Rente umgewandelt worden ist (Scheidungsrente).
- 4.8.2. Hat der ausgleichsberechtigte Ehegatte das gesetzliche ordentliche Rücktrittsalter erreicht, wird ihm die Scheidungsrente direkt ausbezahlt. Er kann die Überweisung in seine Vorsorgeeinrichtung verlangen, wenn er sich nach deren Reglement noch einkaufen kann. Hat der ausgleichsberechtigte Ehegatte Anspruch auf eine volle Invalidenrente oder hat er das gesetzliche Mindestalter für den vorzeitigen Altersrücktritt erreicht, kann er die direkte Auszahlung der Scheidungsrente verlangen.
- 4.8.3. Teilt der ausgleichsberechtigte Ehegatte PRESV seine Vorsorge- oder Freizügigkeitseinrichtung nicht mit, überweist PRESV den Betrag frühestens 6 Monate, aber spätestens 2 Jahre nach Eintritt von dessen Fälligkeit an die Auffangeinrichtung.
- 4.8.4. Der vorsorgeausgleichsberechtigte Ehegatte und PRESV können vereinbaren, dass anstelle einer Rentenauszahlung eine Überweisung in Kapitalform erfolgt.

- 4.8.5. Die Austrittsleistungen oder die Rentenanteile gemäss Art. 124a ZGB, die aufgrund eines Scheidungsurteils zugunsten eines Versicherten an PRESV überwiesen werden, gelten als eingebrachte Freizügigkeitsleistung und werden im Verhältnis, in dem sie in der Vorsorge des verpflichteten Ehegatten belastet wurden, dem obligatorischen und dem überobligatorischen Alterskapital des berechtigten Ehegatten gutgeschrieben. Massgebend ist die Mitteilung der übertragenden Vorsorge- oder Freizügigkeitseinrichtung.

V. Finanzierung

5.1. Grundsätze

Die im vorliegenden Reglement umschriebenen Vorsorgeleistungen werden wie folgt finanziert :

- durch Sparbeiträge zur Bildung der Altersguthaben;
- durch Risikobeiträge für die Deckung der Leistungen bei Tod und Invalidität, die Beiträge an den Sicherheitsfonds und die Verwaltungskosten;
- durch Altersgutschriften in den Plan Frühpensionierung RETASV.

5.2. Beitragszahlung

- 5.2.1. Jedes Mitglied schuldet PRESV den Gesamtbetrag der für die Finanzierung notwendigen Summen (Arbeitgeber- und Arbeitnehmerbeiträge). Das Mitglied zieht die Arbeitnehmerbeiträge bei jeder Lohnzahlung ab.
- 5.2.2. Der Arbeitgeber überweist PRESV monatlich seine eigenen Beiträge sowie die Beiträge der Versicherten. Wird diese Frist nicht eingehalten, wird ein Verzugszins von 5% fällig.

5.3. Beitragsaufteilung gemäss Vorsorgeplan des Mitglieds

5.3.1. Die Aufteilung der Beiträge zwischen Arbeitnehmern und Arbeitgebern sowie zwischen « Sparen » und « Risiko » ergibt sich aus den folgenden Tabellen, je nachdem, welchen Vorsorgeplan das Mitglied gewählt hat :

PRESV-Basic

	<u>Arbeitnehmerbeiträge</u>			<u>Arbeitgeberbeiträge</u>		
	Risiko	Sparbeitrag	Total	Risiko	Sparbeitrag	Total
18 bis 24 Jahre	1.00	-	1.00	1.00	-	1.00
ab 25 Jahre (Basis)	1.50	4.50	6.00	1.50	7.00	8.50
ab 25 Jahre (Maxi)	1.50	7.00	8.50	1.50	7.00	8.50

PRESV-Medium

	<u>Arbeitnehmerbeiträge</u>			<u>Arbeitgeberbeiträge</u>		
	Risiko	Sparbeitrag	Total	Risiko	Sparbeitrag	Total
18 bis 24 Jahre	1.25	2.60	3.85	1.25	4.00	5.25
ab 25 Jahre (Basis)	1.50	4.90	6.40	1.50	7.50	9.00
ab 25 Jahre (Maxi)	1.50	7.50	9.00	1.50	7.50	9.00

PRESV-Principal

	<u>Arbeitnehmerbeiträge</u>			<u>Arbeitgeberbeiträge</u>		
	Risiko	Sparbeitrag	Total	Risiko	Sparbeitrag	Total
ab 18 Jahre (Basis)	1.50	5.25	6.75	1.50	8.00	9.50
ab 18 Jahre (Maxi)	1.50	8.00	9.50	1.50	8.00	9.50

Der Arbeitnehmer kann sich bei der **Option MAXI** dafür entscheiden, einen höheren Beitrag zu bezahlen, um den Beitrag des Arbeitgebers auszugleichen. Der zusätzliche Beitrag wird vollständig für das Sparen verwendet. Das gesamte Sparguthaben kann so im Basic-Plan auf 14%, im Medium-Plan auf 15% und im Principal-Plan auf 16% erhöht werden.

Der von den Versicherten finanzierte Anteil wird bei jeder Lohnzahlung in Abzug gebracht.

5.3.2. Risikobeiträge

Der Risikobeitrag deckt die Risiken Invalidität und Tod sowie die Verwaltungskosten und die Beiträge an den Sicherheitsfonds.

Sollten die Risikobeiträge nicht ausreichend sein, kann der Stiftungsrat von PRESV diese erhöhen.

Eine eventuelle Marge im Risikobeitrag wird vorrangig für die Aufrechterhaltung eines günstigen Umwandlungssatzes verwendet.

5.4. Beitragszahlungspflicht

Die Beitragszahlungspflicht beginnt am Tag der Aufnahme des Versicherten in PRESV und dauert bis zum Tod, höchstens aber bis zum Erreichen des Rücktrittsalters. Art. 3.3.2. bleibt vorbehalten.

Wird der Versicherte invalid, wird die Beitragszahlungspflicht gemäss Ziffer 4.5.8. unterbrochen.

5.5. Sanierungsbeitrag

Im Falle einer Unterdeckung informiert PRESV die Aufsichtsbehörde, die Arbeitgeber, die Versicherten und die Rentenempfänger in geeigneter Weise :

- a) über das Bestehen einer Unterdeckung, insbesondere über deren Umfang und Gründe. Die Aufsichtsbehörde ist spätestens dann zu unterrichten, wenn der Fehlbetrag auf der Grundlage des Jahresabschlusses festgestellt wird;
- b) über die Massnahmen, die ergriffen wurden, um die Unterdeckung zu beseitigen, und den Zeitraum, innerhalb dessen PRESV erwartet, dass die Unterdeckung beseitigt wird;
- c) über die Umsetzung des Massnahmenkonzepts und die Wirksamkeit der eingesetzten Massnahmen. Diese Informationen müssen in regelmässigen Abständen zur Verfügung gestellt werden.

Wenn und solange PRESV in Unterdeckung im Sinne des BVGs ist, kann der Stiftungsrat vom Arbeitgeber und den aktiven Versicherten einen zeitlich befristeten Sanierungsbeitrag erheben.

Der Sanierungsbeitrag wird für die Berechnung der minimalen Freizügigkeitsleistung nicht berücksichtigt.

Wird ein Sanierungsbeitrag erhoben, informiert der Stiftungsrat die Versicherten über :

- a) den Satz oder den Betrag;
- b) die vorgesehene Dauer;
- c) die Aufteilung zwischen dem Arbeitgeber und den Versicherten (der Arbeitgeber übernimmt mindestens die Hälfte des Sanierungsbeitrags).

PRESV muss die Unterdeckung selbst beheben. Der Sicherheitsfonds tritt erst dafür ein, wenn die Vorsorgeeinrichtung zahlungsunfähig ist.

Wenn andere Massnahmen, wie eine geringere oder Null-Verzinsung der Altersguthaben oder eine Änderung der Anlagestrategie, es nicht ermöglichen, die Unterdeckung innerhalb von 5 bis 7 Jahren zu beheben, kann PRESV beschliessen, während der Dauer der Unterdeckung :

- a) von Arbeitgebern und Arbeitnehmern Beiträge zur Tilgung der Unterdeckung zu erheben;
- b) von Rentenbezügern einen Beitrag zur Behebung einer Unterdeckung zu erheben. Die Erhebung dieses Beitrags erfolgt durch Verrechnung mit den laufenden Renten. Der Beitrag darf nur auf dem Teil der laufenden Rente erhoben werden, der in den letzten zehn Jahren vor der Einführung dieser Massnahme durch gesetzlich oder reglementarisch nicht vorgeschriebene Erhöhungen entstanden ist. Er darf nicht auf Versicherungsleistungen bei Alter, Tod und Invalidität der obligatorischen Vorsorge erhoben werden. Die Höhe der Rente bei Entstehung des Rentenanspruchs bleibt jedenfalls gewährleistet.

5.6. Verwendung anderer Ressourcen und freier Mittel

Die anderen Ressourcen der Stiftung werden zur Deckung anderer Ausgaben und zur Finanzierung der von der Stiftung gebildeten Reserven verwendet.

Der Stiftungsrat kann Beträge aus den freien Mitteln und Reserven entnehmen, um Mindestleistungen zu garantieren.

Allfällige Überschüsse aus Versicherungsverträgen werden der Gewinn- und Verlustrechnung der Stiftung zugewiesen.

Wenn freie Mittel vorhanden sind, d.h. wenn die Wertschwankungsreserve vollständig gebildet ist, entscheidet der Stiftungsrat jedes Jahr über deren Zuteilung. Sofern die finanzielle Sicherheit der Stiftung nicht gefährdet ist, werden grundsätzlich alle freien Mittel, die 5% des Vorsorgekapitals übersteigen, innerhalb eines Jahres verteilt, wobei auf die Gleichbehandlung von aktiven Versicherten und Rentnern geachtet wird.

VI. Verhältnis zu anderen Versicherungen

PRESV kürzt die gemäss vorliegendem Reglement berechneten Hinterlassenen- und Invalidenleistungen, soweit sie zusammen mit anderen anrechenbaren Einkünften 90% des versicherten Lohns übersteigen. Bei Teilinvalidität entspricht das anrechenbare Einkommen dem mit dem Invaliditätsgrad multiplizierten versicherten Lohn.

Als anrechenbare Einkünfte gelten :

- die Leistungen der AHV und der IV;
- die Leistungen gemäss Eidgenössischem Unfallversicherungsgesetz;
- die Leistungen der Militärversicherung;
- die Leistungen einer Versicherungs- oder Vorsorgeeinrichtung, die ganz oder teilweise durch den Arbeitgeber finanziert wurden;
- die Leistungen ausländischer Sozialversicherungen;

- die Leistungen aus Freizügigkeitseinrichtungen und der Auffangeinrichtung;
- allfällige Lohnzahlungen des Arbeitgebers oder Lohnersatzleistungen;
- bei Voll- oder Teilinvaliden das weiterhin erzielte Erwerbs- oder Ersatzeinkommen, mit Ausnahme des Zusatzeinkommens, das während der Teilnahme an Massnahmen zur Wiedereingliederung der IV erzielt wird.

Die Hilflosen- und Integritätsentschädigungen sowie Abfindungen, Assistenzbeiträge und ähnliche Leistungen werden nicht angerechnet. Die Leistungen an den überlebenden Ehegatten und an die Waisen werden zusammengezählt.

Verweigert oder kürzt die Unfallversicherung oder die Militärversicherung die Leistungen, weil der Versicherungsfall durch den Anspruchsberechtigten verschuldet wurde, werden für die Berechnung der Überversicherung die vollen Versicherungsleistungen berücksichtigt.

Kapitalleistungen werden zwecks Berechnung der Überentschädigung gemäss den technischen Grundlagen von PRESV in Renten umgerechnet.

Falls die Leistungen von PRESV gekürzt werden, werden sie alle im gleichen Verhältnis gekürzt.

Die Kürzung wird periodisch überprüft oder wenn sich die Verhältnisse wesentlich ändern, wobei die allgemeine Lohnentwicklung und die Situation des Versicherten massgebend sind.

Der nicht ausbezahlte Teil der versicherten Leistungen verfällt an PRESV.

VII. Vorzeitiges Ausscheiden aus PRESV

7.1. Vorzeitige Auflösung des Dienstverhältnisses

- 7.1.1. Ein Versicherter, dessen Dienstverhältnis mit einem Mitglied vor dem Erreichen des Rücktrittsalters aufgelöst wird, scheidet aus PRESV aus, es sei denn, er trete in den Genuss der unter Ziffer 4.2. umschriebenen Leistungen.

Die Versicherungsdeckung für Leistungen im Falle des Todes oder der Invalidität erlischt am Tag, an dem der Versicherte die Stelle bei seinem neuen Arbeitgeber antritt, spätestens aber einen Monat nach dem Datum, an dem die vorzeitige Auflösung des Dienstverhältnisses eingetreten ist.

Die Forderungen der Versicherten im Freizügigkeitsfall sind durch das vorliegende Reglement, durch das Bundesgesetz über die Freizügigkeit in der beruflichen Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (Freizügigkeitsgesetz FZG) vom 17. Dezember 1993 und durch die Verordnung über die Freizügigkeit in der beruflichen Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (Freizügigkeitsverordnung, FZV) vom 3. Oktober 1994 geregelt.

- 7.1.2. Bei der Auflösung des Dienstverhältnisses lassen sich zwei Fälle unterscheiden :
- a) der Versicherte tritt in die Dienste eines anderen PRESV-Mitglieds über;
 - b) er scheidet aus PRESV aus.

7.2. Regelung bei Stellenwechsel unter Mitgliedern

Wechselt ein Versicherter von einem Mitglied zum anderen, bleibt er den Bestimmungen des vorliegenden Reglements unterstellt.

7.3. Regelung beim Ausscheiden

- 7.3.1. Ein Versicherter, der aus PRESV ausscheidet, hat Anrecht auf eine Austrittsleistung gemäss Art. 15 FZG (Beitragsprimat). Diese entspricht dem auf dem persönlichen Konto kumulierten Altersguthaben zum Zeitpunkt des Austrittsdatums, gemäss Ziffern 4.3.2. und 4.3.3. Versicherte, deren Arbeitsverhältnis nach dem in Artikel 3.3.3. definierten Alter aus einem anderen Grund als Invalidität oder Tod zu Ende geht, können die Überweisung einer Freizügigkeitsleistung verlangen, wenn diese an die Vorsorgeeinrichtung eines neuen Arbeitgebers oder, falls er bei der Arbeitslosenkasse angemeldet ist, auf ein Freizügigkeitskonto übertragen wird.
- 7.3.2. Der Versicherte hat mindestens Anspruch auf die Leistungen gemäss Art. 17 des Freizügigkeitsgesetzes (FZG). PRESV berücksichtigt die Sparbeiträge des Versicherten samt Zinsen.
- 7.3.3. Die Freizügigkeitsleistung entspricht jedoch in allen Fällen dem Altersguthaben gemäss Art. 15 BVG.
- 7.3.4. Die Freizügigkeitsleistung wird bei Beendigung des Arbeitsverhältnisses fällig. Ab diesem Zeitpunkt wird sie zum BVG-Mindestzinssatz verzinst. Überweist PRESV die Leistung nicht innerhalb von 30 Tagen nach Erhalt aller notwendigen Informationen, wird ab diesem Zeitpunkt ein Verzugszins gemäss Freizügigkeitsgesetz (FZG) geschuldet.
- 7.3.5. Das VP-Konto wird bei Austritt fällig. Der erworbene Betrag wird zusätzlich zu den anderen gemäss diesem Reglement bestimmten Leistungen ausgerichtet. Der Betrag des VP-Kontos wird wie folgt ausbezahlt :
- bei Austritt : zugunsten des Versicherten gemäss Art. 7.1. und folgende.

7.4. Übertragung und Auszahlung der Freizügigkeitsleistung

- 7.4.1. Die ermittelte Freizügigkeitsleistung ist ausschliesslich für Vorsorgezwecke laut den gesetzlichen Vorschriften bestimmt. Sie wird an die Vorsorgeeinrichtung des neuen Arbeitgebers überwiesen.

7.4.2. Die Freizügigkeitsleistung kann in folgenden Fällen in bar ausgerichtet werden, wenn das Begehren dafür gestellt wird :

- von einem Versicherten, der die Schweiz endgültig verlässt und sich nicht im Fürstentum Liechtenstein niederlässt;
- von einem Versicherten, der eine selbständige Erwerbstätigkeit aufnimmt;
- von einem Versicherten, dessen Freizügigkeitsleistung weniger als ein Jahresbeitrag beträgt.

Artikel 2.4.3. bleibt vorbehalten.

Verlegt der Versicherte seinen Wohnsitz in einen Mitgliedstaat der Europäischen Union, nach Island oder nach Norwegen und untersteht er weiterhin der obligatorischen Versicherung gegen die Risiken Alter, Tod und Invalidität, kann das BVG-Minimum seiner Freizügigkeitsleistung nicht in bar ausbezahlt werden.

Ist der Versicherte verheiratet, kann die Barauszahlung nur mit der schriftlichen Einwilligung des Ehegatten erfolgen.

Der Versicherte hat die Barauszahlung ausdrücklich zu beantragen und PRESV die von ihr verlangten Beweise einzureichen.

7.4.3. Wenn die Freizügigkeitsleistung weder einer Vorsorgeeinrichtung überwiesen noch in bar ausbezahlt werden kann, muss der Versicherte angeben, ob diese zur Erstellung einer Freizügigkeitspolice oder zur Eröffnung eines Freizügigkeitskontos verwendet werden soll.

Falls diese Angabe fehlt, überweist PRESV frühestens 6 Monate aber spätestens 2 Jahre nach Eintritt des Freizügigkeitsfalles die Freizügigkeitsleistung samt Verzugszinsen an die Auffangeinrichtung.

7.5. Urlaub

Bei Urlaub bis zu max. 6 Monaten kann der Versicherte auf fakultativer Basis zu denselben Konditionen wie bis anhin an PRESV angeschlossen bleiben. Er muss über einen Wiederanstellungsvertrag und eine UVG-Abredeversicherung verfügen. Die Modalitäten gehen aus einer Vereinbarung zwischen dem Versicherten, PRESV und dem Arbeitgeber hervor. Während des gesamten Urlaubs muss der Versicherte die Gesamtbeträge (Arbeitnehmer- und Arbeitgeberanteil) leisten. Die gesamten Beiträge müssen PRESV vor dem Urlaubsbeginn bezahlt werden.

7.6. Überweisung einer Freizügigkeitsleistung bei Scheidung

Ist PRESV aufgrund eines Scheidungsurteils zur Überweisung der gesamten oder eines Teils der Freizügigkeitsleistung eines Versicherten verpflichtet, werden sein Altersguthaben und die damit verbundenen Leistungen entsprechend gekürzt.

Der überwiesene Betrag kann ganz oder teilweise wieder eingekauft werden, wobei Artikel 2.4. sinngemäss anwendbar ist. Die wieder einbezahlten Beträge werden im gleichen Verhältnis wie bei der Belastung der obligatorischen und überobligatorischen Vorsorge zugeordnet.

VIII. Wohneigentumsförderung

8.1. Abtretung, Verpfändung, Finanzierung von Wohneigentum

- 8.1.1. Der Anspruch auf die im vorliegenden Reglement umschriebenen Leistungen kann vor deren Fälligkeit weder abgetreten noch verpfändet werden. Vorbehalten bleibt Ziffer 8.1.3.
- 8.1.2. Der Anspruch auf die im vorliegenden Reglement umschriebenen Leistungen darf mit Forderungen, die das Mitglied an PRESV abgetreten hat, nur verrechnet werden, wenn diese sich auf Beiträge beziehen, die dem Versicherten nicht vom Lohn abgezogen worden sind.

8.1.3. Der Versicherte kann bis spätestens drei Jahre vor Entstehung des Anspruchs auf Altersleistungen den Vorbezug oder die Verpfändung eines Betrags für den Erwerb von Wohneigentum für den Eigenbedarf geltend machen. Der Versicherte muss die notwendigen Belege vorweisen. Art. 2.4.3. bleibt vorbehalten.

Die Mittel der beruflichen Vorsorge können verwendet werden um :

- Wohneigentum zu erwerben oder zu erstellen;
- Anteilscheine von Wohnbaugenossenschaften zu erwerben oder sich in ähnlichen Beteiligungsformen zu engagieren;
- ein Hypothekendarlehen zurückzuzahlen.

Die Gelder dürfen gleichzeitig nur für ein einziges Objekt verwendet werden.

Ist der Versicherte verheiratet, ist die schriftliche Einwilligung des Ehegatten notwendig.

PRESV kann vom Versicherten für die effektiven Kosten des administrativen Aufwands, der durch die Bearbeitung des Gesuchs für Vorbezug oder Verpfändung verursacht wird, eine Entschädigung verlangen.

Die Verwendung von Mitteln der beruflichen Vorsorge für den Erwerb von Wohneigentum wird durch das vorliegende Reglement, durch das Bundesgesetz über die Wohneigentumsförderung mit Mitteln der beruflichen Vorsorge vom 17. Dezember 1993 und durch die Verordnung über die Wohneigentumsförderung mit Mitteln der beruflichen Vorsorge (WEFV) vom 3. Oktober 1994 geregelt.

8.1.3.1. Verpfändung

Um ein Hypothekendarlehen zu garantieren oder um Amortisationsverpflichtungen aufzuschieben, kann ein Versicherter :

- seinen Anspruch auf zukünftige Vorsorgeleistungen oder
- seinen Anspruch auf die Freizügigkeitsleistung verpfänden.

Der Versicherte kann einen Betrag von maximal der Höhe der Freizügigkeitsleistung zum Zeitpunkt der Pfandverwertung verpfänden. Nach dem 50. Altersjahr ist die Verpfändung begrenzt auf den im Alter 50 ausgewiesenen Betrag der Freizügigkeitsleistung oder auf die Hälfte der zum Zeitpunkt der Verpfändung erworbenen Freizügigkeitsleistung.

Die schriftliche Zustimmung des Pfandgläubigers ist, soweit die Pfandsumme betroffen ist, erforderlich :

- für die Barauszahlung der Freizügigkeitsleistung;
- für die Auszahlung der Vorsorgeleistung;
- für die Übertragung, infolge Scheidung, eines Teils der Freizügigkeitsleistung auf eine Vorsorgeeinrichtung des anderen Ehegatten.

Verweigert der Pfandgläubiger seine Zustimmung, hat PRESV den entsprechenden Betrag sicherzustellen.

Wechselt die versicherte Person die Vorsorgeeinrichtung, muss PRESV dem Pfandgläubiger mitteilen, an wen und in welchem Umfang die Freizügigkeitsleistung übertragen worden ist.

8.1.3.2. Vorbezug

Die versicherte Person kann den Vorbezug eines Betrags, der der ausgewiesenen Freizügigkeitsleistung entspricht, verlangen. Hat der Versicherte das Alter 50 überschritten, darf er maximal den im Alter 50 ausgewiesenen Betrag der Freizügigkeitsleistung beziehen oder die Hälfte der Freizügigkeitsleistung, auf die er zum Zeitpunkt der Auszahlung Anspruch hat.

Der Mindestbetrag für den Vorbezug beträgt CHF 20'000.—. Diese Begrenzung gilt jedoch nicht für den Erwerb von Anteilscheinen an einer Wohnbaugenossenschaft oder von ähnlichen Beteiligungsformen.

Der Vorbezug kann nur alle 5 Jahre geltend gemacht werden.

PRESV zahlt den Vorbezug spätestens nach 6 Monaten aus, nachdem die versicherte Person ihren Anspruch geltend gemacht hat. Diese Frist wird im Falle einer Unterdeckung auf 12 Monate verlängert. Bei erheblicher Unterdeckung kann die Überweisung für die Rückerstattung von Hypothekendarlehen bis auf weiteres aufgeschoben werden; PRESV teilt den Versicherten und der Aufsichtsbehörde die Anwendungsdauer dieser Massnahme mit.

Der Vorbezug bewirkt eine Reduktion der Altersleistungen und des Todesfallkapitals, die innerhalb von PRESV nur durch die Rückzahlung des Vorbezugs ausgeglichen werden kann. Er wird im gleichen Verhältnis dem obligatorischen und dem überobligatorischen Altersguthaben belastet.

Der Versicherte kann den bezogenen Betrag jederzeit zurückzahlen. Er ist jedoch dazu verpflichtet, wenn er die Wohnung verkauft oder Rechte an ihr einräumt, die wirtschaftlich einer Veräusserung gleichkommen.

Sofern die Stiftung keine Leistungen schuldet, müssen die Erben den Vorbezug bei einem Todesfall zurückzahlen.

Der Mindestbetrag für eine Rückzahlung beträgt CHF 10'000.—. Ist der ausstehende Vorbezug kleiner als der Mindestbetrag, ist die Rückzahlung in einem einzigen Betrag zu leisten. Diese Rückzahlungen werden direkt dem Altersguthaben des Versicherten gutgeschrieben. Sie werden im gleichen Verhältnis wie beim Vorbezug der obligatorischen und überobligatorischen Vorsorge zugeordnet.

Die Rückzahlung ist möglich :

- bis zum Beginn des Anspruchs auf Altersleistungen;
- bis zum Eintritt eines anderen Vorsorgefalls;
- bis zur Barauszahlung der Freizügigkeitsleistung.

Die Anträge der Versicherten, die ein Wohneigentum erwerben oder bauen lassen, werden prioritär behandelt. Die Anträge der Versicherten für die Rückzahlung eines Hypothekendarlehens werden zweitrangig behandelt. Die Anordnungen von Art. 6 Abs. 4 WEFV bleiben vorbehalten, d.h. :

- als Eigenbedarf gilt die Nutzung durch die versicherte Person an ihrem Wohnsitz oder an ihrem gewöhnlichen Aufenthaltsort.
- wenn die versicherte Person nachweist, dass die Nutzung vorübergehend nicht möglich ist, ist die Vermietung während dieser Zeit zulässig.

8.1.3.3. Allgemeine Bestimmungen

PRESV informiert die versicherte Person bei einem Vorbezug, bei einer Verpfändung oder auf schriftliches Gesuch über :

- das ihr für das Wohneigentum zur Verfügung stehende Vorsorgekapital;
- die mit einem Vorbezug oder mit einer Pfandverwertung verbundenen Kürzungen der Altersleistungen;
- die Steuerpflicht bei Vorbezug oder Pfandverwertung;
- den bei Rückzahlung des Vorbezugs oder den bei Rückzahlung nach einer vorgängig erfolgten Pfandverwertung bestehenden Anspruch auf Rückerstattung der bezahlten Steuern sowie über die zu beachtenden Fristen.

Bei einem Rücktritt muss PRESV der neuen Vorsorgeeinrichtung unaufgefordert mitteilen, ob und in welchem Umfang die Freizügigkeits- oder die Vorsorgeleistung verpfändet ist oder ob, in welchem Umfang und wann Mittel vorbezogen wurden.

IX. Schlussbestimmungen

9.1. Nicht ausbezahlte Leistungen

Versicherte Leistungen, die aus irgendeinem im vorliegenden Reglement erwähnten Grund nicht an die Versicherten oder an ihre Hinterlassenen ausgerichtet werden, fallen PRESV zu und werden ausschliesslich für Vorsorgezwecke verwendet.

9.2. Anerkannter Experte und Revisionsstelle

9.2.1. Anerkannter Experte

Der vom Stiftungsrat ernannte anerkannte Experte für berufliche Vorsorge überprüft periodisch :

- a) ob PRESV Sicherheit dafür bietet, dass sie ihre Verpflichtungen erfüllen kann;
- b) ob die reglementarischen versicherungstechnischen Bestimmungen über die Leistungen und die Finanzierung den gesetzlichen Vorschriften entsprechen;
- c) ob die von PRESV getroffenen Sicherheitsmassnahmen ausreichend sind.

Bei Unterdeckung schlägt der Experte dem Stiftungsrat Sanierungsmassnahmen vor, die geeignet sind, das finanzielle Gleichgewicht der Stiftung in einer angemessenen Frist wiederherzustellen.

9.2.2. Revisionsstelle

Der Stiftungsrat ernennt eine unabhängige Revisionsstelle im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

Die Revisionsstelle prüft jährlich die Geschäftsführung, die Konten und Vermögensanlagen sowie die Altersguthaben im Sinne des BVG.

Sie prüft die Loyalität in der Vermögensverwaltung.

9.3. Verantwortlichkeit und Schweigepflicht

Alle mit der Verwaltung, der Geschäftsführung und der Kontrolle von PRESV beauftragten Personen haften für den Schaden, den sie ihr absichtlich oder fahrlässig zufügen. Sie unterstehen der Schweigepflicht in Bezug auf alle Angelegenheiten und Informationen vertraulichen Charakters, die PRESV, den Arbeitgeber oder die Versicherten betreffen und über die sie in Ausübung ihrer Tätigkeit Kenntnis erhalten. Diese Verpflichtung bleibt auch nach Aufgabe ihrer Tätigkeit bei PRESV bestehen.

9.4. Auskunfts- und Meldepflicht

9.4.1. Auf Verlangen sind die Versicherten, die Mitglieder sowie die Anspruchsberechtigten verpflichtet, PRESV wahrheitsgetreu über alle für die Versicherung massgebenden Verhältnisse Auskunft zu erteilen.

9.4.2. Die folgenden Meldungen sind PRESV ohne besondere Aufforderung unverzüglich bekanntzugeben :

- durch die Arbeitgeber :
 - ◆ alle von PRESV verlangten Informationen, die notwendig sind. Der Arbeitgeber haftet für Schäden, die PRESV entstehen können, wenn er ihr die für sie wichtigen Informationen nicht mitteilt (insbesondere : Beitritt neuer Arbeitnehmer, Löhne, Lohnänderungen, Austritte usw.);
- durch die Versicherten :
 - ◆ alle für ihre Versicherung massgebenden Änderungen (Stellenwechsel, Berufs- oder Geschäftsaufgabe usw.);
- durch die Bezüger einer Invalidenrente :
 - ◆ jede Änderung des Invaliditätsgrads wie auch jede Wiederaufnahme einer bezahlten Erwerbstätigkeit;
- durch die Bezüger einer Scheidungsrente, die das Rentenalter noch nicht erreicht haben :
 - ◆ jeder Wechsel der Vorsorgeeinrichtung;

- durch die Bezüger anderer Renten :
 - ◆ jede Änderung der persönlichen Verhältnisse, soweit sie die Anspruchsberechtigung beeinflussen, wie z.B. die Wiederverheiratung einer Witwe bzw. eines Witwers, die Aufgabe oder Beendigung der Lehre oder des Studiums eines Kindes usw.

9.4.3. PRESV informiert den Versicherten jährlich über die versicherten Leistungen, den versicherten Lohn, die Beiträge, die Freizügigkeitsleistung, die Organisation und die Finanzierung sowie über die Zusammensetzung des Stiftungsrats. PRESV gibt auch Auskunft über die Ausübung der Aktionärsstimmrechtspflicht gemäss Art. 71b BVG.

Wenn der Versicherte heiratet oder sich sein Beschäftigungsgrad für mindestens sechs Monate ändert, erstellt PRESV auf Anfrage eine Abrechnung wie im Freizügigkeitsfall.

Die Versicherten können die Jahresrechnung und den Jahresbericht anfordern. Sie können ebenfalls Informationen über den Kapitalertrag, den versicherungstechnischen Risikoverlauf, die Verwaltungskosten, die Deckungskapitalberechnung, die Reservebildung, den Deckungsgrad sowie die Grundsätze für die Ausübung der Stimmpflicht als Aktionär erhalten.

9.5. Ausschluss der Haftung

Für sämtliche Leistungen dieser Versicherung lehnt PRESV jegliche Haftung ab für die Folgen einer Verletzung der Auskunftspflicht oder für nicht wahrheitsgetreue Angaben.

9.6. Rechtsstreitigkeiten

Streitfälle, die sich aus der Anwendung des vorliegenden Reglements zwischen PRESV, den Mitgliedern, den Versicherten oder den Anspruchsberechtigten ergeben können, werden den in Art. 73 BVG erwähnten Gerichten unterbreitet.

9.7. Militärdienst und Krieg

- 9.7.1. Aktiver Militärdienst und Zivildienst zur Wahrung der schweizerischen Neutralität sowie zur Handhabung von Ruhe und Ordnung im Inneren, beides ohne kriegserische Handlungen, gilt als Militärdienst in Friedenszeiten. Als solcher ist er ohne Einfluss auf die Versicherung.
- 9.7.2. Im Kriegsfall hingegen gelten die vom Bundesrat hierfür erlassenen besonderen Vorschriften.

9.8. Lücken im Reglement

Fälle, die im vorliegenden Reglement nicht geregelt sind, werden durch den Stiftungsrat von PRESV unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen entschieden.

9.9. Reglementsänderungen

Das vorliegende Reglement kann unter Berücksichtigung der Bestimmungen der Statuten von PRESV jederzeit abgeändert werden. Die von den Versicherten und Anspruchsberechtigten bis zum Zeitpunkt der Änderung erworbenen Rechte dürfen nicht ihrem Zweck entfremdet werden. Die Leistungen für Versicherungsfälle, die vor dem Inkrafttreten des neuen Reglements eintreten, werden aufgrund des beim Eintreten des Versicherungsfalles geltenden Reglements bestimmt.

9.10. Inkrafttreten des Reglements

Dieses Reglement tritt am 1. Januar 2026 in Kraft und ersetzt die bisherige Ausgabe. Das Reglement kann in andere Sprachen übersetzt werden.

9.11. Auflösung von PRESV

Bei einer allfälligen Auflösung von PRESV werden die Rückerstattungswerte an eine andere der Personalvorsorge dienende Einrichtung, in welche die Arbeitnehmer aufgenommen werden, weitergeleitet.

Ist eine Überweisung an eine andere Vorsorgeeinrichtung nicht möglich, werden die Ansprüche der Destinatäre durch Ausstellung von Freizügigkeitspoliceen oder durch andere Formen der Erhaltung des Vorsorge-schutzes sichergestellt.

Dieses Reglement wurde vom Stiftungsrat anlässlich seiner Sitzung am 11. Dezember 2025 in Siders genehmigt.

PRESV
Stiftungsrat

Der Präsident

Der Sekretär

Frédéric Fragnière

Christian Zufferey

Im Zweifelsfall ist die französische Fassung des Reglements massgebend.

Anhang I. Zinssatz

1.1. BVG-Mindestzinssatz

Der BVG-Mindestzinssatz wird vom Bundesrat festgelegt; er beträgt :

1985 - 2002	4.00%
2003	3.25%
2004	2.25%
2005 - 2007	2.50%
2008	2.75%
2009 - 2011	2.00%
2012 - 2013	1.50%
2014 - 2015	1.75%
2016	1.25%
2017 - 2023	1.00%
2024 - 2026	1.25%

1.2. Technischer Zinssatz

Der technische Zinssatz (anwendbar für die Berechnung der Verpflichtungen gegenüber den Rentenbezüglern) entspricht 1.5%.

Anhang II. Umwandlungssatz

2.1. Umwandlungssatz

Artikel 4.3.4. definiert die Berechnung der Altersrente.

Die folgenden Umwandlungssätze gelten zum Zeitpunkt des reglementarischen Alters bis zu einem Altersguthaben von CHF 1'800'000.— :

Jahr	Garantierter Umwandlungssatz	Dreizehnte bedingte Rente
2022 bis 2029	6.00%	0.50%
2030	5.95%	0.50%
2031	5.90%	0.50%
2032	5.86%	0.49%
2033	5.81%	0.49%
2034	5.76%	0.49%
2035	5.72%	0.48%
2036	5.67%	0.48%
2037	5.63%	0.47%
2038	5.58%	0.47%
ab 2039	5.54%	0.46%

Altersguthaben, die CHF 1'800'000.— übersteigen, werden anhand des folgenden versicherungsmathematischen Umwandlungssatzes berechnet :

Jahr	Garantierter versicherungsmathematischer Umwandlungssatz	Dreizehnte bedingte Rente
ab 2021	4.44%	0.37%

2.2. Senkung des Umwandlungssatzes bei vorzeitigem Bezug sowie bei Weiterführung der Vorsorge über das Rücktrittsalter hinaus

Bei Ausrichtung einer Altersrente infolge vorzeitiger Pensionierung werden diese Umwandlungssätze jeweils um 0.2 Punkte pro Jahr gesenkt bzw. bei einer Weiterführung der Vorsorge um 0.05 Punkte pro Jahr erhöht (12/13 der Kürzung oder Erhöhung für die garantierte Rente und 1/13 für die 13. Rente). Bruchteile eines Jahres werden pro rata temporis berechnet.

2.3. Satz für die Rente mit Rückgewähr

Der Umwandlungssatz zum Zeitpunkt des tatsächlichen Altersrücktritts wird anschliessend um 21% reduziert, sofern der Versicherte eine Altersrente in Kombination mit einer abnehmenden Rückgewährsgarantie über 15 Jahre wählt.

Anhang III. Einkäufe fehlender Leistungen

Artikel 2.4.1. definiert die Berechnung des maximalen Einkaufs nach Alter und Plan.

Alter	Plan Basic	mit MAXI	Plan Medium	mit MAXI	Plan Principal	mit MAXI
18	0.0%	0.0%	5.6%	8.0%	13.3%	16.0%
19	0.0%	0.0%	11.3%	16.1%	26.7%	32.1%
20	0.0%	0.0%	17.1%	24.3%	40.3%	48.3%
21	0.0%	0.0%	23.1%	32.6%	54.1%	64.6%
22	0.0%	0.0%	29.1%	41.0%	68.1%	81.0%
23	0.0%	0.0%	35.3%	49.5%	82.3%	97.5%
24	0.0%	0.0%	41.6%	58.1%	96.6%	114.1%
25	11.5%	14.0%	54.9%	73.8%	111.2%	130.8%
26	23.2%	28.3%	68.4%	89.7%	126.0%	147.6%
27	35.2%	42.8%	82.1%	105.8%	140.9%	164.5%
28	47.4%	57.7%	96.2%	122.1%	156.1%	181.5%
29	59.8%	72.9%	110.5%	138.7%	171.5%	198.6%
30	72.5%	88.3%	125.1%	155.4%	187.1%	215.8%
31	85.5%	104.1%	140.0%	172.3%	202.9%	233.2%
32	98.7%	120.2%	155.2%	189.4%	218.9%	250.6%
33	112.2%	136.6%	170.7%	206.7%	235.1%	268.1%
34	125.9%	153.3%	186.5%	224.3%	251.6%	285.8%
35	139.9%	170.4%	202.7%	242.0%	268.3%	303.5%
36	154.2%	187.8%	219.1%	260.0%	285.2%	321.4%
37	168.8%	205.5%	235.9%	278.2%	302.3%	339.4%
38	183.7%	223.6%	253.0%	296.7%	319.7%	357.5%
39	198.9%	242.1%	270.5%	315.3%	337.3%	375.6%
40	214.4%	260.9%	288.3%	334.2%	355.2%	394.0%
41	230.1%	280.2%	306.4%	353.3%	373.3%	412.4%
42	246.2%	299.8%	325.0%	372.7%	391.6%	430.9%
43	262.7%	319.8%	343.9%	392.3%	410.2%	449.6%
44	279.4%	340.2%	363.2%	412.1%	429.0%	468.3%
45	296.5%	361.0%	382.8%	432.2%	448.2%	487.2%
46	313.9%	382.2%	402.9%	452.5%	467.5%	506.2%
47	331.7%	403.8%	423.3%	473.1%	487.1%	525.3%
48	349.9%	425.9%	444.2%	493.9%	507.0%	544.5%
49	368.3%	448.4%	465.5%	515.0%	527.2%	563.9%
50	387.2%	471.4%	487.2%	536.3%	547.7%	583.3%
51	406.5%	494.8%	509.3%	558.0%	568.4%	602.9%
52	426.1%	518.7%	531.9%	579.8%	589.4%	622.6%
53	446.1%	543.1%	555.0%	602.0%	610.7%	642.4%
54	466.5%	568.0%	578.5%	624.4%	632.3%	662.4%
55	487.4%	593.3%	602.4%	647.1%	654.1%	682.4%
56	508.6%	619.2%	626.9%	670.1%	676.3%	702.6%
57	530.3%	645.6%	651.8%	693.3%	698.8%	722.9%
58	552.4%	672.5%	677.2%	716.9%	721.6%	743.4%
59	574.9%	699.9%	703.2%	740.7%	744.7%	763.9%
60	597.9%	727.9%	729.7%	764.8%	768.1%	784.6%
61	621.4%	756.5%	756.6%	789.3%	791.8%	805.4%
62	645.3%	785.6%	784.2%	814.0%	815.9%	826.4%
63	669.7%	815.3%	812.3%	839.0%	840.2%	847.5%
64	694.6%	845.6%	840.9%	864.3%	864.9%	868.7%
65	720.0%	876.5%	870.1%	890.0%	890.0%	890.0%

Anhang IV. Vorfinanzierung der vorzeitigen Pensionierung

Maximale Vorfinanzierung der vorzeitigen Pensionierung gemäss Art. 2.5.1.

Alter	Plan Basic	mit MAXI	Plan Medium	mit MAXI	Plan Principal	mit MAXI
18	175.2%	213.2%	207.3%	272.0%	255.5%	326.8%
19	178.7%	217.5%	211.4%	275.4%	259.0%	328.8%
20	182.2%	221.9%	215.7%	278.8%	262.5%	330.9%
21	185.9%	226.3%	220.0%	282.2%	266.1%	332.9%
22	189.6%	230.8%	224.4%	285.7%	269.7%	334.9%
23	193.4%	235.4%	228.9%	289.2%	273.4%	337.0%
24	197.3%	240.1%	233.4%	292.8%	277.1%	339.1%
25	201.2%	244.9%	238.1%	296.4%	280.9%	341.1%
26	205.2%	249.8%	242.9%	300.0%	284.7%	343.2%
27	209.3%	254.8%	247.7%	303.7%	288.6%	345.3%
28	213.5%	259.9%	252.7%	307.5%	292.6%	347.5%
29	217.8%	265.1%	257.7%	311.3%	296.5%	349.6%
30	222.1%	270.4%	262.9%	315.1%	300.6%	351.7%
31	226.6%	275.8%	268.2%	319.0%	304.7%	353.9%
32	231.1%	281.4%	273.5%	322.9%	308.8%	356.1%
33	235.7%	287.0%	279.0%	326.9%	313.1%	358.3%
34	240.5%	292.7%	284.6%	330.9%	317.3%	360.5%
35	245.3%	298.6%	290.3%	335.0%	321.7%	362.7%
36	250.2%	304.6%	296.1%	339.1%	326.1%	364.9%
37	255.2%	310.6%	302.0%	343.3%	330.5%	367.1%
38	260.3%	316.9%	308.0%	347.5%	335.0%	369.4%
39	265.5%	323.2%	314.2%	351.8%	339.6%	371.7%
40	270.8%	329.7%	320.5%	356.2%	344.2%	373.9%
41	276.2%	336.3%	326.9%	360.5%	348.9%	376.2%
42	281.7%	343.0%	333.4%	365.0%	353.7%	378.5%
43	287.4%	349.8%	340.1%	369.5%	358.5%	380.9%
44	293.1%	356.8%	346.9%	374.0%	363.4%	383.2%
45	299.0%	364.0%	353.8%	378.6%	368.3%	385.6%
46	305.0%	371.3%	360.9%	383.3%	373.4%	387.9%
47	311.1%	378.7%	368.1%	388.0%	378.5%	390.3%
48	317.3%	386.3%	375.5%	392.8%	383.6%	392.7%
49	323.6%	394.0%	383.0%	397.7%	388.9%	395.1%
50	330.1%	401.9%	390.6%	402.6%	394.2%	397.5%
51	336.7%	409.9%	398.5%	407.5%	399.5%	400.0%
52	343.4%	418.1%	406.4%	412.5%	405.0%	402.4%
53	350.3%	426.5%	414.6%	417.6%	410.5%	404.9%
54	357.3%	435.0%	422.8%	422.8%	416.1%	407.4%
55	364.5%	443.7%	431.3%	428.0%	421.8%	409.9%
56	371.7%	452.6%	439.9%	433.3%	427.6%	412.4%
57	379.2%	461.6%	448.7%	438.6%	433.4%	414.9%
58	386.8%	470.8%	457.7%	444.0%	439.3%	417.5%
59	325.1%	395.8%	384.5%	371.8%	367.8%	348.6%
60	266.1%	323.9%	314.5%	303.2%	299.9%	283.4%
61	209.4%	254.9%	247.3%	237.7%	235.1%	221.5%
62	154.7%	188.3%	182.6%	174.9%	173.0%	162.5%
63	101.7%	123.8%	120.0%	114.6%	113.3%	106.1%
64	50.2%	61.1%	59.2%	56.3%	55.7%	52.0%
65	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%

Toleranz von 5% für die Überschreitung des maximalen VP-Kontos zur Vorfinanzierung der vorzeitigen Pensionierung gemäss Artikel 2.5.1.

Alter	Plan Basic	mit MAXI	Plan Medium	mit MAXI	Plan Principal	mit MAXI
58	495.5%	579.5%	566.4%	552.7%	548.0%	526.2%
59	429.3%	500.0%	488.7%	476.0%	472.0%	452.8%
60	366.1%	423.9%	414.5%	403.2%	399.9%	383.4%
61	305.6%	351.1%	343.5%	333.9%	331.3%	317.7%
62	247.3%	280.9%	275.2%	267.5%	265.6%	255.1%
63	191.0%	213.1%	209.3%	203.9%	202.6%	195.4%
64	136.4%	147.3%	145.4%	142.5%	141.9%	138.2%
65	83.3%	83.3%	83.3%	83.3%	83.3%	83.3%